

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 3043

[C — 2002/29419]

**11 JUILLET 2002. — Décret relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>. — De la formation en cours de carrière****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions, champ d'application et objectifs de la formation en cours de carrière**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent titre s'applique aux membres du personnel des établissements de l'enseignement spécial, de l'enseignement secondaire ordinaire et des centres psycho-médico-sociaux, organisés ou subventionnés par la Communauté française, à l'exception des personnels administratif, de maîtrise, gens de métier et de service.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° Décret missions : le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

2° Décret pilotage : décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française;

3° Organe de représentation et de coordination : tout organe reconnu conformément à l'article 74 du décret missions;

4° Opérateur de formation : toute personne physique ou morale chargée d'assurer une formation en cours de carrière;

5° Commission de pilotage : commission de pilotage prévue par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française;

6° Formation en interréseaux : formation dispensée au niveau de l'ensemble des établissements d'enseignement ou des centres psycho-médico-sociaux et accessible, dans les mêmes conditions, à tout membre du personnel quel que soit l'établissement d'enseignement ou le centre psycho-médico-social où il exerce ses fonctions;

7° Formation en cours de carrière : formation qui inclut les formations pouvant être suivies autant dans le cadre de la fonction occupée par l'enseignant que dans le cadre de la préparation à l'exercice de la même fonction dans un autre type d'enseignement, d'une autre fonction pour laquelle il n'existe pas de formation initiale ou d'une fonction de promotion ou de sélection;

8° Activités pédagogiques d'animation : activités qui sont organisées pour encadrer les élèves dont les cours ont été remplacés pour permettre à leur(s) enseignant(s) de bénéficier d'une formation en cours de carrière;

9° Chef d'établissement : préfet des études ou directeur d'un établissement d'enseignement.

10° L'administrateur : toute personne physique, administrateur ordinaire, siégeant au Conseil d'administration ou Bureau de l'Institut et désignée par le Gouvernement.

11° Le fonctionnaire dirigeant : l'administrateur exécutif de l'Institut qui est désigné par le Gouvernement.

12° Le ministre de tutelle : le ministre qui a les statuts des personnels de l'enseignement dans ses attributions et le ministre de l'Enseignement obligatoire.

13° Le ministre du Budget : le ministre qui a le budget de la Communauté française dans ses attributions.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** La formation en cours de carrière des membres du personnel de l'enseignement spécial et de l'enseignement secondaire visés à l'article 1<sup>er</sup> a pour objet l'entretien, le perfectionnement ou l'ajustement des connaissances et des compétences dans la perspective de les rendre aptes à rencontrer les objectifs généraux et les objectifs particuliers du décret missions. Elle vise notamment :

1° la poursuite du développement des compétences entamé lors de la formation initiale;

2° la capacité de mettre en oeuvre l'apprentissage centré sur l'acquisition de compétences, telles que définies dans le décret missions et particulièrement en application de son article 8, 1°, 2°, 3° et 4°;

3° la capacité de pratiquer une pédagogie différenciée et l'évaluation formative, en particulier pour mettre en oeuvre l'article 15 du même décret;

4° l'acquisition des comportements propres à gérer efficacement les relations humaines, en particulier pour mettre en oeuvre les articles 6, 8, 4°, 9°, 10° et 11 du même décret;

5° la mise à jour des connaissances et des aptitudes professionnelles dans la fonction exercée, en particulier pour faire atteindre à leurs élèves le niveau des études fixé dans les articles 20, 31 et 55 du même décret;

6° l'étude des facteurs sociaux, économiques et culturels qui influencent le comportement des jeunes et leurs conditions d'apprentissage;

7° le développement de la communication, du travail en équipe ainsi que l'implantation et le développement de projets au sein des établissements, en particulier pour mettre en oeuvre les articles 6, 8, 4°, 5°, 6°, 8°, 9, 10, 11, 78, ainsi que le chapitre VII du même décret;

8° la formation aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

**§ 2.** La formation en cours de carrière des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux a pour objet l'entretien, le perfectionnement ou l'ajustement des connaissances et des compétences dans la perspective de les rendre aptes à assurer les missions dévolues aux centres. Elle vise notamment :

1° la poursuite du développement des compétences entamé lors de la formation initiale;

2° l'intégration des connaissances scientifiques en rapport avec la fonction exercée;

3° la prise de recul par rapport à son propre fonctionnement et la confrontation de sa pratique professionnelle à celles de ses collègues;

4° la capacité de développer une approche tridisciplinaire et un travail de partenariat avec les écoles et les services extérieurs;

5° la capacité à structurer, mettre en oeuvre et évaluer un projet de centre et à l'ajuster en tenant compte de l'évolution de l'environnement social, économique et culturel des établissements du ressort du centre.

#### CHAPITRE II. — *De l'organisation générale des formations*

**Art. 4.** La formation en cours de carrière est organisée selon les trois ensembles suivants :

- 1° l'ensemble des établissements d'enseignement spécial;
- 2° l'ensemble des établissements d'enseignement secondaire ordinaire;
- 3° l'ensemble des centres psycho-médico-sociaux.

Elle peut aussi être organisée par regroupement de tous ou plusieurs de ces ensembles ou par regroupement avec l'ensemble des établissements d'enseignement fondamental ordinaire.

**Art. 5.** Pour chacun des ensembles définis à l'article 4, la formation est organisée selon les niveaux suivants :

1° en interréseaux, pour l'ensemble des pouvoirs organisateurs. Elle porte sur la capacité à mettre en oeuvre la pédagogie des compétences permettant d'atteindre les niveaux déterminés par les socles de compétences, les compétences terminales et les profils de formation et tout autre thème commun à l'ensemble des niveaux et réseaux d'enseignement;

2° au niveau de chaque réseau ou de chaque pouvoir organisateur si celui-ci n'adhère pas à un organe de représentation et de coordination;

3° au niveau de chaque établissement en ce qui concerne l'enseignement organisé par la Communauté française, au niveau de chaque pouvoir organisateur en ce qui concerne l'enseignement subventionné par la Communauté française et au niveau de chaque centre psycho-médico-social en ce qui concerne les centres organisés par la Communauté française, au niveau de chaque pouvoir organisateur en ce qui concerne les centres subventionnés par la Communauté française.

#### CHAPITRE III. — *Des bénéficiaires de la formation*

**Art. 6.** Les membres du personnel auxquels est attribué un traitement d'activité ou une subvention-traitement d'activité à charge du Ministère de la Communauté française et qui bénéficient d'une formation sont réputés en activité de service pendant la durée de celle-ci, quel que soit le moment de l'année civile.

Les candidats à une fonction visée à l'article 1<sup>er</sup> qui ne bénéficient pas d'une désignation ou d'un engagement à titre temporaire peuvent participer à une formation aux conditions que le Gouvernement détermine.

Les membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi peuvent participer à une formation. La durée de celle-ci est assimilée à un rappel provisoire à l'activité de service.

Pour les membres du personnel qui ne sont pas nommés ou engagés à titre définitif, la durée de la formation n'est prise en considération pour le calcul des anciennetés administrative et pécuniaire que si celle-ci est englobée dans la période de désignation ou d'engagement à titre temporaire.

**Art. 7.** La formation en cours de carrière est organisée, d'une part sur une base obligatoire et d'autre part sur une base volontaire.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. La formation organisée sur la base obligatoire s'adresse à tout membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif en fonction dans un établissement ou dans un centre psycho-médico-social.

Elle s'adresse au membre du personnel désigné ou engagé à titre temporaire en fonction dans un établissement ou dans un centre psycho-médico-social.

§ 2. Dans l'enseignement spécial et dans l'enseignement secondaire ordinaire, la formation agencée sur base obligatoire comprend six demi-jours répartis sur le nombre de jours de classe d'une année scolaire. Ce nombre de six demi-jours est réparti à raison de deux demi-jours pour le niveau visé à l'article 5, 1°, et de quatre demi-jours pour les niveaux visés à l'article 5, 2° et 3°.

Toutefois, en ce qui concerne les formations des niveaux visés à l'article 5, 2° et 3°, le nombre de demi-jours visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut être réparti sur le nombre de jours de classe de trois années scolaires consécutives.

§ 3. En ce qui concerne les centres psycho-médico-sociaux, la formation agencée sur base obligatoire comprend six demi-jours répartis sur les jours de prestation d'un exercice. Ce nombre de six demi-jours est réparti à raison de 2 demi-jours pour le niveau visé à l'article 5, 1°, et 4 demi-jours pour les niveaux visés à l'article 5, 2° et 3°. Les demi-jours de formation font partie du temps de prestation des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux.

Toutefois, en ce qui concerne les formations des niveaux visés aux articles 5, 2° et 3°, le nombre de demi-jours visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut être réparti sur les jours de prestation de trois exercices consécutifs.

§ 4. Le nombre de demi-jours de formation obligatoire est, en cas d'emploi à temps partiel, réduit au prorata de l'horaire presté, le résultat étant arrondi à l'unité supérieure.

Après évaluation de la Commission de pilotage et dans les limites budgétaires fixées à cet effet, le Gouvernement augmente progressivement le nombre de demi-jours de formation obligatoire pour atteindre dix demi-jours, en privilégiant le niveau visé à l'article 5, 1°. Toute modification fait préalablement l'objet de négociations, conformément à la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Lorsqu'il atteint dix demi-jours, ce nombre est réparti de la manière suivante :

1° cinq demi-jours pour les formations du niveau visé à l'article 5, 1°;

2° cinq demi-jours pour les formations des niveaux visés à l'article 5, 2° et 3°.

§ 5. Lorsqu'une formation porte sur un des thèmes prioritaires proposés dans la formation obligatoire visée aux chapitres VI et VII et qu'elle est suivie par un membre du personnel d'un établissement d'enseignement en dehors des jours de classe ou par un membre du personnel d'un centre en dehors de ses jours de prestation, elle peut être comptabilisée dans les demi-jours visés aux §§ 2 et 3.

Lorsqu'un membre du personnel technique titulaire d'une fonction d'auxiliaire paramédical d'un centre suit une formation prévue dans le cadre du décret de la promotion de la santé à l'école, cette formation est comptabilisée dans les demi-jours visés au § 3.

**Art. 9.** En dehors du temps de prestation du membre du personnel, la formation organisée sur la base volontaire n'est pas limitée en nombre de demi-jours par année de formation.

Lorsqu'elle se déroule durant le temps de prestation des membres du personnel, elle ne peut dépasser six demi-jours par année de formation, sauf dérogation accordée par le Gouvernement sur la demande du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné ou du directeur du centre psycho-médico-social pour les centres organisés par la Communauté française ou du pouvoir organisateur pour les centres subventionnés par la Communauté française.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Avant le 20 septembre de chaque année, le membre du personnel en fonction, soit nommé ou engagé à titre définitif, soit désigné ou engagé à titre temporaire pour une année scolaire complète ou un exercice complet, établit son projet personnel de formation. Celui-ci établit le lien avec le plan de formation visé à l'article 19 et reprend les thèmes des formations visées aux chapitres VI et VII du présent titre qu'il suivra soit durant l'année scolaire en cours s'il est temporaire désigné ou engagé pour une année scolaire complète, soit durant l'année scolaire en cours et les deux suivantes s'il est nommé ou engagé à titre définitif.

Chaque année, avant le 15 octobre, la programmation du projet personnel des formations se déroulant durant le temps scolaire est soumise à l'autorisation du chef d'établissement ou du directeur du centre psycho-médico-social, dans l'enseignement et les centres organisés par la Communauté française, ou du pouvoir organisateur dans l'enseignement et les centres subventionnés par la Communauté française.

§ 2. Le chef d'établissement ou le directeur du centre psycho-médico-social organise l'horaire des membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif visés à l'article 1<sup>er</sup> de façon à les libérer une demi-journée par semaine durant une des trois années scolaires visées au 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

En cas d'impossibilité d'organiser l'horaire d'un membre du personnel, le chef d'établissement ou le directeur du centre psycho-médico-social peut demander une dérogation au Gouvernement. Celui-ci se prononce après avis soit du comité de concertation de base dans l'enseignement ou les centres organisés par la Communauté française, soit de la commission paritaire locale dans l'enseignement ou les centres officiels subventionnés, soit du conseil d'entreprise ou à défaut, des instances de concertation locale ou à défaut, des délégations syndicales dans l'enseignement ou les centres libres subventionnés. Ces organes de concertation sont saisis sur l'initiative du chef d'établissement ou du directeur du centre psycho-médico-social.

§ 3. Pour les membres du personnel qui entrent en fonction en cours d'année scolaire ou d'exercice, la formation suivie durant le temps scolaire ou durant le temps de prestation est soumise à l'autorisation du chef d'établissement ou du directeur du centre psycho-médico-social dans l'enseignement ou les centres organisés par la Communauté française ou du pouvoir organisateur dans l'enseignement ou les centres subventionnés.

§ 4. Tout refus d'autorisation fait l'objet d'une motivation formelle laquelle consiste en l'indication, dans l'acte, des considérations servant de fondement à la décision et est adéquate à ladite décision.

**Art. 11.** Dans le cas où les cours ne sont pas suspendus pour les élèves des membres du personnel en formation en cours de carrière, le chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, ou le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, organise le remplacement des membres du personnel, dans les cas et selon les modalités déterminés par le Gouvernement, par d'autres membres du personnel, par des étudiants effectuant leur stage dans le cadre des accords de collaboration visés à l'article 23 du décret du 12 décembre 2000 relatif à la formation initiale des instituteurs et régents, ou, dans les limites budgétaires prévues à cet effet, par des membres du personnel soit désignés ou engagés à titre temporaire à cet effet soit placés en perte partielle de charge ou en rappel provisoire à l'activité de service ou par des animations pédagogiques, culturelles ou sportives.

**Art. 12.** Une attestation de fréquentation est délivrée au terme des formations, selon les modalités que fixe le Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *Des opérateurs de formation*

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Les opérateurs de formation sont :

- 1° des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, des services d'inspection et des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux;
- 2° d'autres personnes physiques, experts nationaux ou internationaux;
- 3° les organisations d'éducation permanente et de jeunesse reconnues par la Communauté française;
- 4° des Universités;
- 5° des Hautes Ecoles;
- 6° des Ecoles et Instituts supérieurs pédagogiques;
- 7° des écoles supérieures des arts;
- 8° des établissements d'enseignement de promotion sociale;
- 9° des établissements d'enseignement artistique à horaire réduit;
- 10° des instituts supérieurs d'architecture;
- 11° des centres de formation;
- 12° des entreprises publiques ou privées;
- 13° des associations sans but lucratif;
- 14° des fédérations sportives;
- 15° des représentants du Conseil de l'Europe, de la Communauté européenne et de l'OCDE.

§ 2. Le Gouvernement fixe les conditions auxquelles doivent en outre répondre les opérateurs de formation visés au § 1<sup>er</sup>, 2°, 3°, 10° à 14° afin de vérifier leur capacité à dispenser des formations. Ces conditions auront notamment trait à l'expérience de l'opérateur, aux formations qu'il a déjà dispensées, aux garanties professionnelles et financières qu'il présente.

Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles les membres du personnel visés au § 1<sup>er</sup>, 1°, peuvent être chargés de dispenser des formations.

§ 3. Le membre du personnel, titulaire d'une fonction d'inspection ou chargé d'une mission dans le cadre de la formation, qui assure une formation durant son temps de prestation, ne peut être rétribué pour cette formation.

Les autres membres du personnel peuvent être rétribués pour cette formation. Le Gouvernement fixe le montant de cette rémunération. Sauf dérogation accordée par le Gouvernement à la demande de leur pouvoir organisateur, ils ne peuvent dispenser plus de vingt demi-jours de formation par année scolaire ou par exercice.

CHAPITRE V. — *Du pilotage de la formation*

**Art. 14.** Outre les missions qui lui sont dévolues à l'article 3 du décret pilotage, la Commission de pilotage est chargée de :

1° établir et transmettre au Gouvernement des critères d'évaluation portant, d'une part, sur l'adéquation des formations proposées par les différents opérateurs aux objectifs fixés à l'article 5, 1° et permettant, d'autre part, à l'Institut visé à l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, de procéder à leur évaluation, conformément à l'article 26, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°.

2° consacrer, dans son rapport annuel, un titre particulier à la formulation de propositions visant à adapter et ou améliorer les formations visées à l'article 5, 1°. La Commission se fondera pour ce faire notamment sur les évaluations réalisées par l'Institut visé à l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>.

3° formuler, dans le respect de la liberté en matière de méthodes pédagogiques, des propositions afin de favoriser la cohérence des formations organisées conformément au présent décret. Ces propositions font, elles aussi, l'objet d'un titre particulier de son rapport annuel.

A cet effet, l'Institut visé à l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, de même que chaque organe de représentation et de coordination et chaque pouvoir organisateur non affilié à un de ces organes transmet, chaque année, à la Commission de pilotage l'évaluation des formations visées à l'article 5, 2°.

De même, chaque établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et chaque pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné et chaque centre psycho-médico-social pour les centres organisés par la Communauté française et chaque pouvoir organisateur pour les centres subventionnés par la Communauté française, transmet, chaque année, à la Commission de pilotage, dans son rapport d'activités, son évaluation des formations réalisées au niveau visé à l'article 5, 3°.

CHAPITRE VI. — *Des formations dispensées en interréseaux*

**Art. 15.** Les formations dispensées en interréseaux sont celles visées à l'article 5, 1°.

Dans ce cadre, avant le 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire ou de l'exercice précédant le cycle triennal des formations organisées au niveau visé à l'article 5, 1°, le Conseil général de l'Enseignement spécial, le Conseil général de concertation pour l'Enseignement secondaire et le Conseil supérieur de la guidance psycho-médico-sociale, chacun pour ce qui le concerne, transmet à la Commission de pilotage son état des besoins du personnel en termes de formations et ses propositions sur les orientations et les thèmes relatifs à ce niveau de formation.

Avant le 15 octobre de la même année scolaire ou du même exercice, la Commission de pilotage transmet au Gouvernement un plan comprenant les orientations et thèmes prioritaires conformément à l'article 3, 4°, du décret pilotage.

Avant le 15 novembre de la même année scolaire ou du même exercice, le Gouvernement, approuve, après modifications éventuelles, le plan visé à l'alinéa 3 et le transmet immédiatement à l'Institut de formation créé par l'article 25.

**Art. 16.** Les formations visées à l'article 5, 1°, sont organisées par l'Institut de formation en cours de carrière créé par l'article 25. Toutefois, un pouvoir organisateur de l'enseignement subventionné non affilié à un organe de représentation et de coordination peut introduire au Gouvernement, une demande motivée afin d'être dispensé de l'intervention de l'Institut précité. Dans ce cas, il prend en charge lui-même l'organisation de ces formations et délivre les attestations de fréquentation sous le contrôle de l'inspection. Le Gouvernement détermine la procédure d'examen des demandes de dérogation.

CHAPITRE VII. — *Des formations dispensées au niveau des réseaux*

**Art. 17.** Les formations propres à chaque réseau sont organisées :

1° par l'Institut pour les personnels de l'enseignement organisé par la Communauté française et le personnel technique des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française;

2° par les organes de représentation et de coordination ou par chaque pouvoir organisateur non affilié à un de ces organes, pour les personnels de l'enseignement subventionné et le personnel technique des centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française, chacun en ce qui le concerne;

3° sur la base d'une convention établie notamment soit entre plusieurs organes de représentation et de coordination soit entre l'Institut et un ou plusieurs organes de représentation et de coordination.

**Art. 18.** Chacun des organisateurs visés à l'article 17 détermine son programme de formation. Ce programme comprend au minimum l'intitulé et les objectifs de la formation, le public cible et l'identité des opérateurs de formation.

Chaque programme de formation est soumis, selon les modalités fixées par le Gouvernement, à l'avis de la Commission de pilotage, puis à l'approbation du Gouvernement.

CHAPITRE VIII. — *Des formations dispensées au niveau des établissements scolaires et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement organisé par la Communauté française, au niveau des pouvoirs organisateurs pour l'enseignement subventionné*

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Avant le 15 septembre, l'équipe éducative élabore son plan de formation qui précise :

1° les objectifs poursuivis en matière de formation;

2° le lien avec le projet d'établissement visé à l'article 67 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement et organisant les structures propres à les atteindre.

§ 2. Avant le 15 septembre, chaque équipe des centres psycho-médico-sociaux établit son plan de formation qui précise :

1° les objectifs poursuivis en matière de formation;

2° le lien avec le projet de centre élaboré en fonction du projet des établissements d'enseignement du ressort du centre.

§ 3. Dans l'enseignement subventionné, les plans de formation visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 sont soumis à l'accord du pouvoir organisateur.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Après consultation du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement ou les centres psycho-médico sociaux organisés par la Communauté française et accord du Gouvernement, le chef d'établissement ou le directeur du centre psycho-médico-social organise les formations sur la base du plan de formation élaboré par son équipe éducative ou par son équipe.

Il peut assurer ces formations lui-même ou solliciter un opérateur de formation.

§ 2. Après consultation de la commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement ou les centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés par la Communauté française et avis de l'organe de représentation et de coordination auquel il adhère, le pouvoir organisateur met en oeuvre les formations sur la base du plan de formation élaboré par son (ou ses) équipe(s) éducative(s) ou par son (ou ses) équipe(s).

Il peut assurer ces formations lui-même ou solliciter un opérateur de formation.

§ 3. Après consultation du conseil d'entreprise ou à défaut, des instances de concertation locale ou à défaut, des délégations syndicales, pour les établissements d'enseignement ou les centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés par la Communauté française, et avis de l'organe de représentation et de coordination auquel il adhère, le pouvoir organisateur met en oeuvre les formations sur la base du plan de formation élaboré par son (ou ses) équipe(s) éducative(s) ou par son (ou ses) équipe(s).

Il peut assurer ces formations lui-même ou solliciter un opérateur de formation.

CHAPITRE IX. — *Des moyens budgétaires affectés à la formation en cours de carrière*

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement détermine annuellement les crédits affectés à la formation en cours de carrière pour chacun des ensembles définis à l'article 4.

§ 2. Pour l'enseignement spécial, les montants visés au § 1<sup>er</sup> sont répartis selon les proportions suivantes :

1° 40 % pour les formations en interréseaux organisées par l'Institut visé à l'article 25;

2° 40 % pour les formations au niveau de chaque réseau;

3° 20 % pour les formations au niveau de chaque établissement pour l'enseignement organisé par la Communauté française ou de chaque pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné.

§ 3. Pour l'enseignement ordinaire, les montants visés au § 1<sup>er</sup> sont répartis selon les proportions suivantes :

1° 40 % pour les formations en interréseaux organisées par l'Institut visé à l'article 25;

2° 40 % pour les formations au niveau de chaque réseau;

3° 20 % pour les formations au niveau de chaque établissement pour l'enseignement organisé par la Communauté française ou de chaque pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné.

§ 4. Pour les centres psycho-médico-sociaux, les montants visés au § 1<sup>er</sup>, sont répartis selon les proportions suivantes :

1° 40 % pour les formations en interréseaux organisées par l'Institut visé à l'article 25;

2° 50 % pour les formations au niveau de chaque réseau;

3° 10 % pour les formations au niveau de chaque centre psycho-médico-social en ce qui concerne les centres organisés par la Communauté française ou de chaque pouvoir organisateur en ce qui concerne les centres subventionnés par la Communauté française.

**Art. 22.** Pour les formations visées au chapitre VII du présent titre, les crédits sont répartis entre le Gouvernement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et les différents organes de représentation et de coordination ou les différents pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination, pour l'enseignement subventionné, en proportion du capital-périodes, pour l'enseignement spécial, du nombre total de périodes - professeurs, pour l'enseignement secondaire ordinaire, organisables au 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire en cours par les établissements du réseau concerné et en proportion du nombre de charges pour l'exercice en cours pour les centres psycho-médico-sociaux du réseau concerné.

Pour les formations visées au chapitre VIII du présent titre, les crédits sont répartis par établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et par pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, en proportion de leur capital-périodes ou du nombre total de périodes-professeurs organisables au 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire en cours pour les établissements scolaires. Ils sont répartis par centre psycho-médico-social, pour les centres organisés par la Communauté française ou par pouvoir organisateur, pour les centres subventionnés par la Communauté française, en proportion du nombre de charges pour l'exercice en cours.

**Art. 23.** Les frais de gestion et de secrétariat, en ce compris les frais relatifs à la sélection et à l'évaluation des formateurs et les rémunérations de personnel à l'exclusion des formateurs, sont imputés aux crédits affectés aux formations en cours de carrière.

Pour le niveau de formation visé à l'article 5, 1°, les frais visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peuvent être supérieurs à 10 p.c. des crédits visés à l'article 21, § 2, 1°, § 3, 1° et § 4, 1°.

Pour le niveau de formation visé à l'article 5, 2°, les frais visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peuvent être supérieurs à 10 p.c. des crédits visés à l'article 21, § 2, 2°, § 3, 2° et § 4, 2°.

Pour le niveau de formation visé à l'article 5, 3°, les frais visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peuvent être supérieurs à 5 p.c. des crédits visés à l'article 21, § 2, 3°, § 3, 3° et § 4, 3°.

Le Gouvernement fixe les modalités de contrôle de l'utilisation des crédits.

**Art. 24.** Selon les modalités qu'il détermine, le Gouvernement autorise l'utilisation d'une partie des budgets de formation en cours de carrière, pour un ou plusieurs des ensembles visés à l'article 3 et pour les formations visées aux chapitres VI et VII, du présent titre, au remplacement des membres du personnel en formation.

## **TITRE II. — De l'Institut de la Formation en cours de carrière dans l'enseignement fondamental, dans l'enseignement secondaire et dans les centres psycho-médico-sociaux**

### *CHAPITRE I<sup>er</sup>. — De l'Institut de la Formation en cours de carrière et de ses missions*

**Art. 25.** Il est créé un Institut de la Formation en cours de carrière dans l'enseignement fondamental, l'enseignement secondaire et dans les centres psycho-médico-sociaux, ci-après dénommé l'Institut, chargé d'organiser les formations en cours de carrière en interréseaux.

A la demande des réseaux, des pouvoirs organisateurs, des chefs d'établissement ou des directeurs de centres psycho-médico-sociaux, l'Institut peut également être un service de consultation et de ressource pour les formations qu'ils organisent.

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. L'Institut a notamment pour mission :

1° d'organiser des formations en cours de carrière en interréseaux au bénéfice des membres du personnel des établissements de l'enseignement fondamental, de l'enseignement secondaire et des centres psycho-médico-sociaux, organisés ou subventionnés par la Communauté française, à l'exception des personnels administratif, de maîtrise, gens de métier et de service;

2° de procéder à l'évaluation de celles-ci selon les critères établis conformément à l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du présent décret et à l'article 20, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du décret relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire et d'adresser au Gouvernement et à la Commission de pilotage un rapport annuel afférent à cette évaluation;

3° de garantir la cohérence avec le décret missions en assurant notamment :

- la formation à la capacité à mettre en oeuvre l'évaluation formative et la pédagogie des compétences et aux techniques permettant d'atteindre les niveaux déterminés par les socles de compétences, les compétences terminales, les profils de formation;

- la formation aux différentes formes de pédagogie différenciée;

- l'entraînement à la création d'outils pédagogiques et d'outils d'évaluation adaptés à la réalisation des objectifs déterminés par les socles de compétences, les compétences terminales, les profils de formation;

4° d'aider les membres du personnel visés au 1°, à réguler leur action en prenant appui sur leur formation initiale ainsi que sur les enseignements issus de l'articulation entre les pratiques de leurs pairs, les recherches en éducation, en psychologie et en sociologie, et les données statistiques utiles à l'évaluation de l'action dans les domaines précités;

5° de développer une culture de la formation en cours de carrière dans le chef des membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

6° d'assurer la formation en cours de carrière des enseignants du réseau de la Communauté française;

7° d'assurer les formations donnant accès à des fonctions de sélection et de promotion pour le réseau de la Communauté française;

8° d'assurer la formation donnant accès aux fonctions de promotion des Inspecteurs et des Inspecteurs généraux;

9° d'assurer les autres formations décidées par le Gouvernement.

§ 2. Dans ce cadre, il établit un programme de formations sur la base des orientations et thèmes définis par le Gouvernement.

**Art. 27.** Sur la demande d'un organe de représentation et de coordination ou d'un pouvoir organisateur non affilié à un de ces organes ou du Gouvernement pour l'enseignement organisé par la Communauté française, l'Institut peut coordonner certaines formations organisées au niveau des réseaux.

**Art. 28.** L'Institut peut prendre l'initiative de formations communes à plusieurs ensembles visés à l'article 4. Il peut aussi coordonner des initiatives de formateurs s'adressant à des établissements appartenant à des ensembles différents.

**Art. 29.** L'Institut organise des séances d'information relatives à la déontologie de la formation, des formations et des supervisions au bénéfice des formateurs chargés de dispenser les formations visées à l'article 5, 1°.

Il veille à ce que les formateurs soient respectueux de la liberté des méthodes et de la spécificité des projets éducatif et pédagogique tels que définis aux articles 63, 64 et 65 du décret missions.

#### CHAPITRE II. — *Des organes des gestion de l'Institut*

**Art. 30.** L'Institut est un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique. Il est dirigé, sous l'autorité du Conseil d'administration et du Bureau, par un fonctionnaire dirigeant désigné par le Gouvernement.

**Art. 31.** L'Institut est dirigé par un Conseil d'administration, dénommé ci-après le Conseil et composé comme suit :

1° l'administrateur général de l'Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique ou son délégué, qui préside le Conseil;

2° le directeur général de l'enseignement obligatoire ou son délégué;

3° le directeur général de l'enseignement non obligatoire ou son délégué;

4° le directeur général-adjoint du service général des affaires générales, de la recherche en éducation et du pilotage de l'enseignement interréseaux ou son délégué;

5° cinq inspecteurs désignés par le Gouvernement;

6° quatre représentants de l'enseignement de caractère non confessionnel désignés par le Gouvernement, dont trois sur proposition des organes de représentation et de coordination concernés;

7° quatre représentants de l'enseignement de caractère confessionnel désignés par le Gouvernement sur proposition des organes de représentation et de coordination concernés;

8° trois représentants des organisations syndicales, désignés par le Gouvernement, sur présentation des organisations syndicales représentant les enseignants et les membres du personnel technique des centres psychomédico-sociaux affiliées à des organisations syndicales siégeant au Conseil national du travail;

9° deux experts issus des Institutions universitaires et deux experts issus des départements pédagogiques des Hautes Ecoles, désignés par le Gouvernement.

Le Gouvernement désigne des suppléants pour les membres visés sous 5° et 9° et, pour les membres visés sous 6° à 8°, sur proposition des différentes instances concernées. Un suppléant ne peut siéger qu'en l'absence du membre effectif.

Les membres visés sous 1° et 5° à 9° siègent avec voix délibérative. Toutefois, les membres visés sous 9° n'ont pas voix délibérative lorsque le dossier soumis au Conseil porte sur l'attribution d'une formation à une Institution universitaire ou à une Haute Ecole.

Les membres visés sous 2° à 4° siègent avec voix consultative.

Lors des votes concernant les missions visées à l'article 26, 6° et 7°, les trois membres désignés sur proposition des organes de représentation et de coordination concernés visés sous 6° et les membres visés sous 7° ont voix consultative.

Les membres visés sous 6° à 9° sont désignés pour la durée de la législature.

Le Conseil peut accepter qu'un conseiller technique accompagne chacun des membres visés sous 6° à 8°.

La présidence est assurée par le membre visé sous 1°.

Le Gouvernement désigne, pour la durée de la législature, trois vice-présidents parmi les membres du Conseil d'administration. Le fonctionnaire dirigeant de l'Institut assiste aux réunions du Conseil avec voix consultative et assume la fonction de secrétaire du Conseil.

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup> Les administrateurs conservent leur mandat jusqu'à leur remplacement effectif lors de la législature suivante.

§ 2. Les administrateurs peuvent être révoqués par le Gouvernement à tout moment, après avis ou sur proposition du Conseil d'administration et audition de l'administrateur concerné qui :

a) a accompli un acte incompatible avec les missions de l'Institut;

b) a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de son mandat;

c) exerce une activité incompatible avec l'exercice de son mandat;

d) qui, sans justification, est absent à plus de trois réunions du conseil d'administration au cours d'une même année;

§ 3. Si un administrateur démissionne, décède, est révoqué ou perd la qualité en fonction de laquelle il a été nommé, il sera remplacé selon la même procédure que celle qui a présidé à sa nomination. Le remplaçant achève le mandat du membre qui a démissionné, est décédé ou a été révoqué.

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice d'autres incompatibilités existantes, la qualité d'administrateur est incompatible avec :

a) la qualité de membre d'un gouvernement;

b) la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire et régionale;

c) la qualité de gouverneur de province ou de gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;

d) la qualité de membre d'un cabinet ministériel de la Communauté française;

e) la qualité de membre du personnel de l'Institut;

f) l'appartenance à un organisme qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide;

g) l'exercice d'une fonction de nature à créer un conflit d'intérêt personnel ou fonctionnel, en raison de l'exercice de la fonction ou de la détention d'intérêts dans une société ou une organisation exerçant une activité en concurrence directe avec celle de l'Institut. Cette disposition ne vaut pas pour les administrateurs visés à l'article 31, 6° à 9°;

h) la qualité de conseiller externe ou de consultant régulier de l'Institut.

§ 2. Tout administrateur frappé d'une incompatibilité, est démis de plein droit et remplacé selon la procédure visée à l'article 32, § 3.

**Art. 34.** Dans l'année qui suit leur désignation, l'Institut organise pour les administrateurs un cycle de formation permanente relatif à l'évolution du statut et de la fonction d'administrateur au regard des évolutions législatives, sociales, réglementaires et de gestion en la matière.

**Art. 35.** Le Conseil d'administration de l'Institut adopte et transmet annuellement au ministre de tutelle et au ministre du Budget un rapport d'information sur les formations suivies par les administrateurs.

**Art. 36.** L'administrateur reçoit un jeton de présence par séance du Conseil d'administration et si nécessaire des indemnités de parcours et de séjour dont les montants sont fixés par le Gouvernement.

**Art. 37.** Les rémunérations, indemnités et jetons de présence des administrateurs ainsi que la rémunération du fonctionnaire dirigeant sont repris dans le rapport annuel d'activités du Conseil d'administration, visé à l'article 39.

**Art. 38.** Le Conseil se réunit au moins quatre fois par an.

Il ne délibère valablement que si la moitié des membres visés à l'article 31, 1° et 5°, 6°, 7°, 8° et 9°, sont présents. Si cette condition n'est pas remplie, le Président du Conseil convoque une nouvelle réunion. Les décisions qui sont prises lors de cette réunion sont valables quel que soit le nombre de membres présents. Le Conseil prend ses décisions à la majorité des deux tiers des membres présents ayant voix délibérative.

Le Conseil ne peut délibérer que sur des points portés à l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration établit un règlement organique qui détermine le mode selon lequel il exerce ses attributions.

Ce règlement est soumis préalablement à l'approbation du Gouvernement, accompagné d'un rapport des commissaires du Gouvernement.

Il comprendra notamment les règles minimales suivantes :

1. les limites et les formes dans lesquelles le Conseil d'administration délègue certaines de ses attributions;

2. l'obligation et la procédure d'information préalable et postérieure du Gouvernement lors de décisions stratégiques ou de moments de crise;

3. l'Institut agit par ses organes de gestion et les membres de ces organes ne contractent aucun engagement personnel relatif aux engagements de celle-ci ou de celui-ci;

4. les administrateurs forment un collège mais dans les cas justifiés par l'urgence et par l'intérêt social, et dans la mesure où le règlement du conseil d'administration le permet, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime et écrit des administrateurs.



Cette procédure ne peut toutefois pas être utilisée pour l'adoption dudit règlement, pour l'arrêt des comptes annuels, pour l'utilisation du capital ou pour tout autre cas que le règlement du Conseil d'administration entendrait excepter;

5. une procédure d'information du Conseil d'administration et des commissaires du Gouvernement en cas de conflit d'intérêts dans le chef d'un des administrateurs sera prévue, ainsi que la possibilité pour l'Institut d'agir en nullité des décisions prises en violation de cette disposition lorsque l'autre partie avait ou devait avoir connaissance de cette circonstance;

6. les administrateurs sont personnellement et solidairement responsables lorsqu'une décision prise en application des principes définis au point 5 leur a procuré ou a procuré à l'un d'entre eux un avantage financier abusif au détriment de l'Institut.

**Art. 39.** L'Institut transmet au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre au Gouvernement un rapport annuel d'activités de l'année précédente. Le Gouvernement le transmet au Conseil de la Communauté française dans le mois de sa prise d'acte.

Ce rapport indique notamment les mesures prises par l'Institut pour remplir ses missions, son contrat de gestion ainsi que les perspectives d'avenir.

**Art. 40.** § 1<sup>er</sup>. Les règles et les modalités selon lesquelles l'Institut exerce les missions qui lui sont confiées par le décret, sont arrêtées dans un contrat de gestion conclu entre la Communauté française et l'Institut.

§ 2. Le contrat de gestion règle au moins les matières suivantes :

1. les tâches que l'Institut assume en vue de l'exécution de ses missions de service public, ci-après dénommées les "tâches de service public"

2. les règles de conduite, les engagements et les objectifs à atteindre vis-à-vis des usagers des prestations de service public et des acteurs du secteur;

3. la fixation, le calcul et les modalités de paiement de dotations ou de subventions éventuelles à charge du budget général des dépenses de la Communauté française que la Communauté française accepte d'affecter à la couverture des charges qui découlent pour l'Institut de ses tâches de service public;

4. une clause d'imprévision permettant de modifier certains paramètres du contrat de gestion, en raison de cas fortuits ou de cas de force majeure;

5. les sanctions en cas de non-respect par l'Institut de ses engagements ou de ses objectifs résultant du contrat de gestion.

§ 3. Toute clause résolutoire expresse dans le contrat de gestion est réputée non écrite. L'article 1184 du Code Civil n'est pas applicable au contrat de gestion. La partie envers laquelle une obligation dans le contrat de gestion n'est pas exécutée, ne peut poursuivre que l'exécution de l'obligation, et, le cas échéant, demander des dommages-intérêts, sans préjudice de l'application de toute sanction spéciale prévue dans le contrat de gestion.

§ 4. Les obligations financières générales éventuelles de la Communauté française à l'égard de l'Institut sont limitées à celles qui résultent des dispositions du contrat de gestion conclu avec l'Institut.

§ 5. Le contrat de gestion ne constitue pas un acte ou règlement visé à l'article 14 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973. Toutes ses clauses sont réputées contractuelles.

**Art. 41.** Lors de la négociation et de la conclusion du contrat de gestion, la Communauté française est représentée par le ministre de tutelle.

Lors de la négociation du contrat de gestion, l'Institut est représenté par son fonctionnaire général et par son Président. Le contrat de gestion est soumis à l'approbation du Conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Le contrat de gestion n'entre en vigueur qu'après son approbation par arrêté du Gouvernement et à la date fixée par cet arrêté. Le contrat de gestion est transmis dans le même temps au Conseil de la Communauté française.

**Art. 42.** § 1<sup>er</sup>. Une réunion annuelle est organisée entre l'Institut et le ministre de tutelle ainsi que le ministre du Budget pour, notamment, faire le point sur l'exécution du contrat de gestion et, le cas échéant, l'adapter de commun accord.

Ces adaptations proposées par l'une des parties ou par les deux parties sont faites conformément à l'article 41.

§ 2. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de trois ans au moins et de cinq ans au plus.

§ 3. Au plus tard six mois après l'expiration du contrat de gestion, le Bureau soumet au ministre de tutelle un projet de nouveau contrat de gestion.

Si à l'expiration d'un contrat de gestion, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le contrat est prorogé de plein droit jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion. Cette prorogation est publiée au *Moniteur belge* par le ministre de tutelle.

Si un an après la prorogation visée à l'alinéa précédent, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le Gouvernement peut fixer, après avis du Conseil d'administration, des règles provisoires concernant les matières visées à l'article 23, § 2. Ces règles provisoires valent comme nouveau contrat de gestion et sont d'application jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion, conclu conformément à l'article 41.

**Art. 43.** Les arrêtés portant approbation d'un contrat de gestion, ou de son adaptation, ainsi que les arrêtés fixant les règles provisoires sont publiés au *Moniteur belge*.

**Art. 44.** Le Bureau est composé de six personnes désignées par le Gouvernement parmi les membres du Conseil d'administration. Le Président et les trois Vice-Présidents du Conseil d'administration sont membres d'office. Le fonctionnaire dirigeant siège aux réunions du Bureau avec voix consultative.

Les décisions se prennent à la majorité simple. En cas de parité des voix, la voix du Président est prépondérante.

**Art. 45.** Le Bureau nomme le personnel de l'Institut dans les limites du cadre fixé par le Gouvernement et sur proposition du fonctionnaire dirigeant.

Le Bureau fixe les limites et les formes dans lesquelles il délègue certaines de ses attributions au fonctionnaire dirigeant.

**Art. 46.** § 1<sup>er</sup>. En vue de l'exercice des missions attribuées à l'Institut et dans les limites du cadre visé à l'article 45, § 1<sup>er</sup>, des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française peuvent être transférés vers l'Institut.

Le Gouvernement, après concertation syndicale, détermine la date et les modalités du transfert des membres du personnel visés à l'alinéa précédent.

Ces modalités prévoient notamment que le transfert d'un membre du personnel s'effectue soit sur base volontaire après l'organisation d'un appel aux candidatures au sein des services de la Communauté française et d'une procédure de sélection, soit d'office en vue d'assurer la continuité du service.

§ 2. Les membres du personnel transférés le sont dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité.

Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

§ 3. Les personnes affectées à l'Institut acquièrent la qualité de membre du personnel de l'Institut de Formation en cours de carrière.

§ 4. Des membres du personnel peuvent être mis à la disposition de l'Institut conformément à l'article 6 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française.

**Art. 47.** Le fonctionnaire dirigeant de l'Institut est désigné par le Gouvernement.

Il assume la gestion quotidienne de ce dernier, la comptabilité ainsi que la gestion quotidienne des ressources humaines.

Il représente l'Institut.

**Art. 48.** § 1<sup>er</sup>. La gestion financière de l'Institut est assurée conformément aux dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et les arrêtés d'exécution de ladite loi. En outre, l'Institut est soumis au révisorat d'entreprise. Le Gouvernement détermine les modalités de ce révisorat, conformément aux articles 130 et suivants du code des sociétés du 7 mai 1999.

§ 2. Le contrôle de l'Institut est exercé à l'intervention de deux Commissaires, nommés par le Gouvernement, l'un(e) sur proposition du ministre de tutelle, l'autre sur proposition du ministre du Budget. Le Gouvernement détermine le montant des indemnités qui peuvent être allouées aux Commissaires du Gouvernement et fixe les indemnités pour frais de parcours et de séjour.

§ 3. Le Gouvernement approuve le plan comptable, les règles d'évaluation et d'amortissement de l'Institut.

§ 4. Le bénéfice net est le solde du compte de résultats défini par le plan comptable, après dotation aux amortissements et provisions autorisées par le Gouvernement.

§ 5. Sous réserve de l'approbation par le Gouvernement, le Conseil d'administration affecte le bénéfice net de l'exercice :

- 1° aux réserves spéciales à concurrence des revenus des fonds ayant reçu une affectation particulière par une donation, un legs ou une fondation;
- 2° à l'apurement des déficits antérieurs;
- 3° au report à l'exercice suivant.

**Art. 49.** Le siège de l'Institut est fixé par le Gouvernement.

#### CHAPITRE III. — *De l'organisation des formations par l'Institut*

**Art. 50.** L'Institut établit un programme de formations pour l'année scolaire et le soumet pour avis à la Commission de pilotage et pour accord au Gouvernement au plus tard le 15 février de l'année scolaire en cours.

Le Gouvernement se prononce avant le 1<sup>er</sup> avril de l'année scolaire en cours.

**Art. 51.** L'Institut peut engager des opérateurs différents pour réaliser des formations identiques.

L'Institut peut conclure des conventions de service.

**Art. 52.** L'Institut fait parvenir les offres de formation aux pouvoirs organisateurs et aux établissements au plus tard le 15 mai de l'année scolaire en cours.

Les formations organisées par l'Institut sont accessibles, aux mêmes conditions d'accès, à tous les membres du personnel visés à l'article 26, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

#### CHAPITRE IV. — *Du budget*

**Art. 53.** § 1<sup>er</sup>. L'Institut a pour ressources :

1. une dotation annuelle allouée par la Communauté française, celle-ci étant exclusivement affectée à l'exécution par l'Institut de ses missions de service public et couvrant l'exercice de l'ensemble de ces missions;
2. les soldes reportés de l'année budgétaire en cours;
3. les droits qui naîtront au cours de l'année budgétaire concernée;
4. les recettes liées à son action dans le cadre d'éventuelles conventions de services;
5. les moyens mis à sa disposition dans le cadre de conventions conclues avec d'autres autorités publiques;
6. les dons et les legs.

§ 2. L'Institut détient la propriété des matériels qui lui sont transférés ou qu'il acquiert pour lui-même ou pour les services de la Communauté française.

**Art. 54.** Sans préjudice de l'article 27, l'Institut est tenu d'affecter à chaque ensemble visé à l'article 4 la part des recettes qui lui est attribuée par le budget.

**TITRE III. — Dispositions modificatives et abrogatoires**

**Art. 55.** L'article 20<sup>quater</sup> de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré, inséré par le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 20<sup>quater</sup>. Les cours sont suspendus pendant six demi-jours maximum afin de permettre aux membres du personnel de participer aux formations, organisées dans le cadre du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière.

Tous les membres du personnel en activité sont tenus d'assister à une des formations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. » .

**Art. 56.** L'article 10 de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale de l'enseignement secondaire est remplacé par la disposition suivante :

« Les cours sont suspendus pendant six demi-jours maximum afin de permettre aux membres du personnel de participer aux formations, organisées dans le cadre du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière.

A condition que des activités à caractère socio-culturel et pédagogique soient organisées pour les élèves concernés, les cours peuvent être suspendus durant cinq demi-jours supplémentaires pour permettre aux membres de l'équipe éducative de participer à cinq demi-jours de concertation consacrée à la guidance et de suivre des formations centrées sur la pédagogie par compétences, l'évaluation formative, la pédagogie différenciée, les méthodes et les structures de soutien pédagogique et de remédiation.

Tous les membres du personnel en activité sont tenus d'assister à une des formations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 57.** Le décret du 24 décembre 1990 relatif à la formation continue et à la formation complémentaire des membres des personnels de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, est abrogé pour ce qui concerne l'enseignement spécial et les centres psycho-médico-sociaux.

Le décret du 16 juillet 1993 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ordinaire est abrogé.

**Art. 58.** A l'article 1<sup>er</sup>, B, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots "Institut de Formation en cours de carrière" sont ajoutés.

**TITRE IV. — Dispositions transitoire et finale**

**Art. 59.** Aussi longtemps qu'il n'existe pas de conseil général de l'enseignement spécial, le Conseil supérieur de l'enseignement spécial établit le bilan et les propositions visées à l'article 15 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière.

**Art. 60.** § 1<sup>er</sup>. Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2002, à l'exception de l'article 26, 6°, 7° et 8°.

Toutefois, les formations organisées, dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire et pour les centres psycho-médico-sociaux, pour les années 2001-2002 et 2002-2003 sont organisées conformément au décret du 24 décembre 1990 relatif à la formation continue et à la formation complémentaire des membres du personnel de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux et au décret du 16 juillet 1993 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ordinaire.

§ 2. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur de l'article 26, 6°, 7° et 8°. Avant cette date, les missions incombant à l'Institut qui sont visées aux articles 14, alinéa 2, 17, 1°, et 17, 3° sont assurées par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 juillet 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL.

—  
Note

(1) Session 2001-2002.

*Documents du Conseil.* – Projet de décret, n° 281-1. Amendements de commission, n° 281-2. Rapport, n° 281-3.

*Compte rendu intégral.* – Discussion et adoption. Séance du 3 juillet 2002.

VERTALING  
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 3043

[C — 2002/29419]

**11 JULI 2002. — Decreet betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

**TITEL I. — Opleiding tijdens de loopbaan**

*HOOFDSTUK I. — Definities, toepassingsgebied en doelstellingen van de opleiding tijdens de loopbaan*

**Artikel 1.** Deze titel is van toepassing op het personeel van de inrichtingen voor het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, met uitzondering van het administratief, meesters-, vak- en dienstpersoneel.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet verstaan we onder :

1° Takendecreet : het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

2° Begeleidingsdecreet : het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem in de Franse Gemeenschap;

3° Vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan : ieder orgaan erkend overeenkomstig artikel 74 van het takendecreet;

4° Opleider : iedere natuurlijke of rechtspersoon die een opleiding verstrekt tijdens de loopbaan;

5° Begeleidingscommissie : de begeleidingscommissie zoals bedoeld in het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem in de Franse Gemeenschap;

6° Netoverschrijdende opleiding : de opleiding die wordt gegeven in alle onderwijsinrichtingen of in de psycho-medisch-sociale centra en die, onder dezelfde voorwaarden, open staat voor ieder personeelslid ongeacht de onderwijsinrichting of het psycho-medisch-sociaal centrum waar hij werkt;

7° Opleiding tijdens de loopbaan : opleiding die de opleidingen omvat die kunnen worden gevolgd zowel in het raam van het ambt uitgeoefend door de leerkracht als deze in het raam van de voorbereiding op de uitoefening van hetzelfde ambt in een ander onderwijstype, van een ander ambt waarvoor er geen initiële opleiding of een selectie- of bevorderingsambt bestaat;

8° Pedagogische animatieactiviteiten : activiteiten die worden georganiseerd om de leerlingen te begeleiden wier vakken vervangen werden om hun leerkracht(en) toe te laten een opleiding te volgen tijdens de loopbaan;

9° Inrichtingshoofd : studieprefect of directeur van een onderwijsinrichting;

10° Bestuurder : iedere natuurlijke persoon, gewone bestuurder, die zitting heeft in de Raad van Bestuur of in het Bureau van het Instituut en die is aangesteld door de Regering;

11° Leidend ambtenaar : de uitvoerend bestuurder van het Instituut die is aangesteld door de Regering;

12° Voogdijminister : de minister bevoegd voor de statuten van het onderwijspersoneel en de minister voor het Verplicht Onderwijs;

13° De minister van Begroting : de minister bevoegd voor de Begroting van de Franse Gemeenschap.

**Art. 3. § 1.** De opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van het buitengewoon onderwijs en het secundair onderwijs bedoeld in artikel 1 heeft tot doel het onderhoud, de bijscholing en de aanpassing van de kennis en de vaardigheden zodat de algemene en bijzondere doelstellingen van het takendecreet kunnen worden bereikt. Deze opleiding heeft met name betrekking op :

1° de verdere ontwikkeling van de vaardigheden waarmee is aangevangen tijdens de initiële opleiding;

2° het vermogen om vorming te geven die gericht is op het verwerven van vaardigheden, zoals bedoeld in het takendecreet en meer in het bijzonder met toepassing van zijn artikel 8, 1°, 2°, 3° en 4°;

3° het vermogen om een gedifferentieerde pedagogie en formatieve evaluatie in de praktijk toe te passen, meer bepaald om artikel 15 van hetzelfde decreet ten uitvoer te leggen;

4° het zich aanmeten van een houding om menselijke betrekkingen op efficiënte wijze te onderhouden, meer bepaald om artikelen 6, 8, 4°, 9°, 10° en 11 van hetzelfde decreet ten uitvoer te leggen;

5° het verwerven van bijkomende kennis en beroepsbekwaamheid in het uitgeoefende ambt, meer bepaald om hun leerlingen het in artikelen 20, 31 en 55 van hetzelfde decreet bedoelde studieniveau te doen halen;

6° de studie van de sociale, economische en culturele factoren die een invloed hebben op het gedrag van jongeren en hun leeromstandigheden;

7° de ontwikkeling van de communicatie, het teamwork alsook het invoeren en ontwikkelen van projecten in de inrichtingen, meer bepaald om artikelen 6, 8, 4°, 5°, 6°, 8°, 9, 10, 11, 78, alsook hoofdstuk II van hetzelfde decreet ten uitvoer te leggen;

8° de opleiding tot de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën.

**§ 2.** De opleiding tijdens de loopbaan voor de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra heeft tot doel het onderhoud, de bijscholing of de aanpassing van de kennis en vaardigheden om hen in staat te stellen de opdrachten van de centra te kunnen vervullen. Deze opleiding heeft meer bepaald tot doel :

1° de vaardigheden waarmee is aangevangen tijdens de initiële opleiding verder te ontwikkelen;

2° de wetenschappelijke kennis in verband met het uitgeoefende ambt te integreren;

3° afstand te nemen van zijn eigen werkmethode en de eigen beroepspraktijk te toetsen aan die van zijn collega's;

4° trachten een tridisciplinaire aanpak te ontwikkelen en samen te werken met andere scholen en diensten;

5° trachten een project voor het centrum te structureren, uit te voeren en te evalueren en dit aan te passen rekening houdend met de evolutie van de sociale, economische en culturele omgeving van de inrichtingen die tot het centrum behoren.

HOOFDSTUK II. — *Algemene organisatie van de opleidingen*

**Art. 4.** De opleiding tijdens de loopbaan wordt georganiseerd volgens de volgende drie gehelen :

- 1° het geheel der inrichtingen voor buitengewoon onderwijs;
- 2° het geheel der inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs;
- 3° het geheel der psycho-medisch-sociale centra.

Ze kan ook georganiseerd worden door hergroepering van al deze gehelen of meerdere ervan of door hergroepering met alle inrichtingen voor gewoon basisonderwijs.

**Art. 5.** Voor elk van de in artikel 4 bepaalde gehelen wordt de opleiding georganiseerd op de volgende niveaus :

1° op netoverschrijdend niveau, voor alle inrichtende machten. Ze gaat over het vermogen om de pedagogie van de vaardigheden uit te voeren om de niveaus te bereiken bepaald in eindtermen, de eindvaardigheden en opleidingsprofielen alsook ieder ander thema gemeenschappelijk voor alle niveaus en onderwijsnetten;

2° op het niveau van ieder net of iedere inrichtende macht als deze zich niet aansluit bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan;

3° op het niveau van iedere inrichting wat betreft het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, op het niveau van iedere inrichtende macht wat betreft het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en op het niveau van ieder psycho-medisch-sociaal centrum wat betreft de centra ingericht door de Franse Gemeenschap, op het niveau van iedere inrichtende macht wat betreft de centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK III. — *Begunstigden van de opleiding*

**Art. 6.** De personeelsleden die een wedde of weddetoelage voor actieve dienst krijgen ten laste van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en die een opleiding genieten, worden geacht in actieve dienst te zijn tijdens deze opleiding, ongeacht het moment tijdens het kalenderjaar.

De kandidaten voor een ambt bedoeld in artikel 1 die niet tijdelijk aangesteld of aangeworven zijn, kunnen een opleiding volgen aan de voorwaarden bepaald door de Regering.

De personeelsleden die ter beschikking zijn gesteld bij ontstentenis van betrekking kunnen een opleiding volgen. De duur ervan wordt gelijkgesteld met het voorlopig terugroepen in actieve dienst.

Voor de personeelsleden die niet vast benoemd of in vast verband zijn aangesteld wordt de duur van de opleiding niet in aanmerking genomen voor de berekening van de administratieve en geldelijke anciënniteit als deze vervat zit in de periode van de tijdelijke aanstelling of aanwerving.

**Art. 7.** De opleiding tijdens de loopbaan wordt enerzijds verplicht en anderzijds op vrijwillige basis georganiseerd.

**Art. 8.** § 1. De verplichte opleiding geldt voor ieder vast benoemd of in vast verband aangeworven personeelslid in een inrichting of in een psycho-medisch-sociaal centrum.

Zij richt zich tot het tijdelijk aangesteld of aangeworven personeelslid in een inrichting of een psycho-medisch-sociaal centrum.

§ 2. In het buitengewoon onderwijs en in het gewoon secundair onderwijs bestaat de verplichte opleiding uit zes halve dagen gespreid over het aantal lesdagen van een schooljaar. Dit aantal van zes halve dagen wordt verdeeld naar rato van twee halve dagen voor het niveau bedoeld in artikel 5, 1°, en vier halve dagen voor de niveaus bedoeld in artikel 5, 2° en 3°.

Wat de opleidingen van de niveaus bedoeld in artikel 5, 2° en 3°, betreft, kan het in het eerste lid bedoeld aantal halve dagen gespreid worden over het aantal lesdagen van drie opeenvolgende schooljaren.

§ 3. Wat de psycho-medisch-sociale centra betreft, bestaat de verplichte opleiding uit zes halve dagen gespreid over de prestatiedagen van een dienstjaar. Dit aantal van zes halve dagen wordt verdeeld naar rato van twee halve dagen voor het niveau bedoeld in artikel 5, 1°, en vier halve dagen voor de niveaus bedoeld in artikel 5, 2° en 3°. De halve dagen opleiding maken deel uit van de prestatietijd van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra.

Wat de opleidingen van de niveaus bedoeld in artikelen 5, 2° en 3°, betreft, kan het in het eerste lid bedoeld aantal dagen gespreid worden over het aantal prestatiedagen van drie opeenvolgende dienstjaren.

§ 4. Het aantal halve dagen verplichte opleiding wordt, in geval van deeltijdse tewerkstelling, herleid in verhouding tot het gepresteerd uurrooster, waarbij het resultaat wordt afgerond naar de hogerliggende eenheid.

Na evaluatie van de Begeleidingscommissie en binnen de hiertoe gestelde begrotingsperken, verhoogt de Regering geleidelijk het aantal halve dagen verplichte opleiding tot 10 halve dagen, waarbij ze het niveau bedoeld in artikel 5, 1°, bevoorrecht. Vóór iedere wijziging wordt steeds onderhandeld, overeenkomstig de wet van 19 december 1974 tot organisatie van de betrekkingen tussen de overheden en de vakbonden van de ambtenaren die van deze overheden afhangen.

Wanneer tien halve dagen bereikt zijn, wordt dit aantal als volgt verdeeld :

- 1° vijf halve dagen voor de opleidingen van het niveau bedoeld in artikel 5, 1°;
- 2° vijf halve dagen voor de opleidingen van het niveau bedoeld in artikel 5, 2° en 3°.

§ 5. Wanneer een opleiding handelt over een van de prioritaire thema's zoals voorgesteld in de verplichte opleiding bedoeld in hoofdstukken VI en VII en dat zij wordt gevolgd door een personeelslid van een onderwijsinrichting buiten de schooltijd of door een personeelslid van een centrum buiten diens prestatiedagen, mag zij worden meegeteld voor de halve dagen bedoeld in §§ 2 en 3.

Wanneer een lid van het technisch personeel dat houder is van een ambt van paramedisch hulppersoneel van een centrum een opleiding volgt in het raam van het decreet over de gezondheidspromotie op school, wordt deze opleiding meegeteld bij de halve dagen bedoeld in § 3.

**Art. 9.** Buiten de prestatietijd van het personeelslid is de vrijwillige opleiding niet beperkt in aantal halve dagen per opleidingsjaar.

Wanneer zij plaats heeft tijdens de prestatietijd van de personeelsleden, mag zij niet meer bedragen dan zes halve dagen per opleidingsjaar, behoudens afwijking toegestaan door de Regering op verzoek van het inrichtingshoofd in het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap of van de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs of van

de directeur van het psycho-medisch-sociaal centrum voor de centra ingericht door de Franse Gemeenschap of van de inrichtende macht voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde centra.

**Art. 10.** § 1. Vóór 20 september van ieder jaar maakt het in functie zijnde personeelslid, hetzij vast benoemd of in vast verband aangeworven, hetzij tijdelijk aangesteld of aangeworven voor een volledig schooljaar of een volledig dienstjaar, zijn persoonlijk opleidingsplan op. Deze legt het verband met het opleidingsplan bedoeld in artikel 19 en herneemt de opleidingsthema's bedoeld in hoofdstukken VI en VII van deze titel die hij zal volgen, hetzij tijdens het lopend schooljaar als hij tijdelijk is aangesteld of aangeworven voor een volledig schooljaar, hetzij tijdens het lopend schooljaar en de twee daaropvolgende als hij vast benoemd of in vast verband is aangeworven.

Ieder jaar, vóór 15 oktober, wordt de programmatie van het persoonlijk opleidingsproject dat plaatsheeft tijdens de schooltijd, onderworpen aan de goedkeuring van het inrichtingshoofd of van de directeur van het psycho-medisch-sociaal centrum, in het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, of van de inrichtende macht in het onderwijs en de centra die worden gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 2. Het inrichtingshoofd of de directeur van het psycho-medisch-sociaal centrum stelt het uurrooster van de vast benoemde of in vast verband aangeworven personeelsleden bedoeld in artikel 1 zodanig op teneinde hen een halve dag per week vrij te geven gedurende een van de drie schooljaren bedoeld in § 1, eerste lid.

Als het onmogelijk is het uurrooster van een personeelslid te regelen, kan het inrichtingshoofd of de directeur van het psycho-medisch-sociaal centrum een afwijking vragen aan de Regering. Laatstgenoemde spreekt zich uit na advies, hetzij van het basisoverlegcomité in het onderwijs of de centra ingericht door de Franse Gemeenschap, hetzij van de lokale paritaire commissie in het gesubsidieerd officieel onderwijs of de gesubsidieerde officiële centra, hetzij van de ondernemingsraad of bij gebrek hieraan, van de lokale overlegorganen of bij gebrek hieraan, van de vakbondsdelegaties in het gesubsidieerd vrij onderwijs of de gesubsidieerde vrije centra. Op deze overlegorganen wordt beroep gedaan op initiatief van het inrichtingshoofd of van de directeur van het psycho-medisch-sociaal centrum.

§ 3. Voor de personeelsleden die hun ambt opnemen tijdens het school- of dienstjaar, is de opleiding gevolgd tijdens de schooltijd of tijdens de prestatietijd ondergeschikt aan de goedkeuring van het inrichtingshoofd of van de directeur van het psycho-medisch-sociaal centrum in het onderwijs of de centra ingericht door de Franse Gemeenschap of van de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs of de gesubsidieerde centra.

§ 4. Iedere weigering wordt duidelijk met redenen omkleed en in de akte worden de pertinente argumenten vermeld die deze beslissing staven.

**Art. 11.** Als de lessen niet geschorst worden voor de leerlingen van de personeelsleden die een opleiding volgen tijdens de loopbaan, zorgt het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, of de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, voor de vervanging van de personeelsleden, in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald door de Regering, door andere personeelsleden, door studenten die hun stage doen in het raam van de samenwerkingsakkoorden bedoeld in artikel 23 van het decreet van 12 december 2000 betreffende de initiële opleiding van onderwijzers en regenten, of, binnen de hiertoe voorziene begrotingskredieten, door personeelsleden hiertoe hetzij tijdelijk aangesteld of aangeworven, hetzij geplaatst met gedeeltelijk opdrachtsverlies of voorlopig teruggeroepen in actieve dienst of door pedagogische, culturele of sportieve animatie.

**Art. 12.** Op het einde van de opleiding wordt een aanwezigheidsattest uitgereikt, volgens de wijzen bepaald door de Regering.

#### HOOFDSTUK IV. — *De opleiders*

**Art. 13.** § 1. De opleiders zijn :

1° leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, de inspectiediensten en de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra;

2° andere natuurlijke personen, nationale en internationale deskundigen;

3° organisaties voor permanente opvoeding en de jeugdorganisaties erkend door de Franse Gemeenschap

4° universiteiten;

5° hogescholen;

6° hogescholen en instituten voor pedagogie;

7° hogescholen voor kunsten;

8° inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie;

9° inrichtingen voor onderwijs met beperkt leerplan;

10° hogere instituten voor architectuur;

11° opleidingscentra;

12° overheids- of privé-bedrijven;

13° verenigingen zonder winstoogmerk;

14° sportfederaties;

15° vertegenwoordigers van de Raad van Europa, van de Europese Gemeenschap en van de OESO.

§ 2. De Regering bepaalt de voorwaarden waaraan de opleiders bedoeld in § 1, 2°, 3°, 10° tot 14° daarenboven moet beantwoorden teneinde hun bekwaamheid om deze opleidingen te verstrekken, na te gaan. Deze voorwaarden zullen onder meer betrekking hebben op de ervaring van de opleider, de opleidingen die hij reeds heeft gegeven, de professionele en financiële garanties die hij biedt.

De Regering bepaalt de wijzen volgens dewelke de personeelsleden bedoeld in § 1, 1°, kunnen belast worden met de opleidingen.

§ 3. Het personeelslid, houder van een inspectieambt of belast met een opdracht in het raam van de opleiding, die een opleiding geeft tijdens zijn prestatietijd, mag niet worden bezoldigd voor deze opleiding.

De andere personeelsleden kunnen worden bezoldigd voor deze opleiding. De Regering legt het bedrag van deze vergoeding vast. Behoudens afwijking toegestaan door de Regering op verzoek van hun inrichtende macht mogen zij niet meer dan twintig halve dagen opleiding geven per school- of dienstjaar.

HOOFDSTUK V. — *Begeleiding van de opleiding*

**Art. 14.** Naast de taken die haar worden toegekend in artikel 3 van het begeleidingsdecreet, heeft de Begeleidingscommissie als opdracht :

1° evaluatiecriteria uit te werken en toe te sturen naar de Regering over, enerzijds, de geschiktheid van de opleidingen die zijn voorgesteld door de verschillende opleiders ten aanzien van de in artikel 5, 1°, bedoelde doelstellingen en anderzijds, het Instituut bedoeld in artikel 25, eerste lid, toe te laten over te gaan tot hun evaluatie, overeenkomstig artikel 26, eerste lid, 2°.

2° in haar jaarverslag, een bijzondere titel te wijden aan voorstellen om de in artikel 5, 1°, bedoelde opleiding aan te passen en te verbeteren. De Commissie zal zich hiervoor baseren op de evaluaties verricht door het in artikel 25, eerste lid, bedoeld Instituut.

3° de vrijheid inzake de pedagogische methodes indachtig, voorstellen te formuleren om de samenhang tussen de opleidingen die worden georganiseerd overeenkomstig dit decreet. Deze voorstellen zullen in haar jaarverslag eveneens ondergebracht worden in een bijzondere titel.

Hiertoe zal het in artikel 25, eerste lid, bedoeld Instituut, alsook ieder vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan en iedere inrichtende macht die niet is aangesloten bij een van deze organen jaarlijks de evaluatie van de opleidingen bedoeld in artikel 5, 2°, verzenden naar de Begeleidingscommissie.

Ook stuurt iedere inrichting, voor het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, en iedere inrichtende macht, voor het gesubsidieerd onderwijs, en ieder psycho-medisch-sociaal centrum voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde centra, jaarlijks, in haar activiteitsverslag, haar evaluatie van de opleidingen gegeven op het niveau bedoeld in artikel 5, 3°, naar de Begeleidingscommissie.

HOOFDSTUK VI. — *Netoverschrijdende opleidingen*

**Art. 15.** De netoverschrijdende opleidingen zijn deze bedoeld in artikel 5, 1°.

In het raam hiervan stuurt de Algemene Raad van het Buitengewoon Onderwijs, de Algemene Overlegraad voor het Secundair Onderwijs en de Hoge Raad voor psycho-medisch-sociale begeleiding, elkeen wat hem betreft, vóór 1 september van het schooljaar of het dienstjaar dat voorafgaat aan de driejaarlijkse opleidingscyclus georganiseerd op het niveau bedoeld in artikel 5, 1°, de vraag van zijn personeel naar opleiding en naar voorstellen over de richtingen en thema's omtrent dit opleidingsniveau naar de Begeleidingscommissie.

De Begeleidingscommissie stuurt, vóór 15 oktober van hetzelfde schooljaar of hetzelfde dienstjaar, een plan naar de Regering met daarin de prioritaire richtingen en thema's en dit overeenkomstig artikel 3, 4°, van het begeleidingsdecreet.

De Regering hecht, na eventuele wijzigingen en vóór 15 november van hetzelfde schooljaar of hetzelfde dienstjaar, haar goedkeuring aan het plan bedoeld in het derde lid en stuurt dit onmiddellijk naar het Instituut voor Opleidingen, opgericht in artikel 25.

**Art. 16.** De in artikel 5, 1°, bedoelde opleidingen worden georganiseerd door het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, opgericht door artikel 25. Een inrichtende macht van het gesubsidieerd onderwijs die niet is aangesloten bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan kan evenwel bij de Regering een met redenen omkleed verzoek indienen om te worden vrijgesteld van de tussenkomst van voormeld Instituut. In dit geval staat ze zelf in voor deze opleidingen en reikt ze de aanwezigheidsattesten uit onder toezicht van de inspectie. De Regering legt de onderzoeksprocedure vast voor de aanvragen om afwijking.

HOOFDSTUK VII. — *Opleidingen verstrekt op het niveau van de netten*

**Art. 17.** De opleidingen eigen aan ieder net worden georganiseerd :

1° door het Instituut voor het personeel van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap en het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra ingericht door de Franse Gemeenschap;

2° door de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen of door ieder inrichtende macht die niet is aangesloten bij een van deze organen, voor het personeel van het gesubsidieerd onderwijs en het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, elkeen wat hem betreft;

3° op grond van een overeenkomst opgesteld met name, hetzij onder verschillende vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, hetzij onder het Instituut en een of meerdere vertegenwoordigings- en coördinatieorganen.

**Art. 18.** Elkeen van de in artikel 17 bedoelde organisatoren legt zijn opleidingsprogramma vast. Dit programma bestaat minstens uit het opschrift en de doelstellingen van de opleiding, de doelgroep en de identiteit van de opleiders.

Ieder opleidingsprogramma wordt, volgens de wijzen bepaald door de Regering, eerst ter advies voorgelegd aan de Begeleidingscommissie en nadien ter goedkeuring aan de Regering.

HOOFDSTUK VIII. — *Opleidingen gegeven op het niveau van de schoolinrichtingen en de psycho-medisch-sociale centra voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, op het niveau van de inrichtende machten voor het gesubsidieerd onderwijs*

**Art. 19.** § 1. Het opvoedingsteam stelt, vóór 15 september, zijn opleidingsplan op dat verduidelijkend geeft over :

1° de nagestreefde doelstellingen inzake opleiding;

2° het verband met het inrichtingsproject bedoeld in artikel 67 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

§ 2. Elk team van de psycho-medisch-sociale centra stelt, vóór 15 september, zijn opleidingsplan op dat verduidelijkend geeft over :

1° de nagestreefde doelstellingen inzake opleiding;

2° het verband met het project van het centrum dat is opgemaakt op basis van het project van de onderwijsinrichtingen die van het centrum afhangen.

§ 3. In het gesubsidieerd onderwijs worden de in §§ 1 en 2 bedoelde opleidingsplannen ter goedkeuring voorgelegd aan de inrichtende macht.

**Art. 20.** § 1. Na raadpleging van het basisoverlegcomité voor de onderwijsinrichtingen en de psycho-medisch-sociale centra ingericht door de Franse Gemeenschap en na goedkeuring door de Regering, organiseert het inrichtingshoofd of de directeur van het psycho-medisch-sociaal centrum de opleidingen op basis van het door zijn opvoedingsteam of zijn team uitgewerkt opleidingsplan.

Hij kan deze opleidingen zelf verschaffen of beroep doen op een opleider.

§ 2. Na raadpleging van de lokale paritaire commissie voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officiële onderwijsinrichtingen of de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra en na advies van het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan waartoe zij is aangesloten, verstrekt de inrichtende macht de opleidingen op grond van het opleidingsplan uitgewerkt door zijn opvoedingsteam(s) of zijn team(s).

Zij kan deze opleidingen zelf verschaffen of beroep doen op een opleider.

§ 3. Na raadpleging van de ondernemingsraad of bij gebrek hieraan, van de lokale overlegorganen of bij gebrek hieraan, van de vakbondsdelegaties, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde vrije onderwijsinrichtingen of de gesubsidieerde vrij psycho-medisch-sociale centra en na advies van het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan waartoe zij is aangesloten, verstrekt de inrichtende macht de opleidingen op grond van het opleidingsplan uitgewerkt door zijn opvoedingsteam(s) of zijn team(s).

Zij kan deze opleidingen zelf verschaffen of beroep doen op een opleider.

#### HOOFDSTUK IX. — *Begrotingsmiddelen voor de opleiding tijdens de loopbaan*

**Art. 21.** § 1. De Regering bepaalt jaarlijks de kredieten voor de opleiding tijdens de loopbaan voor elkeen van de in artikel 4 bedoelde gehelen.

§ 2. Voor het buitengewoon onderwijs worden de in § 1 bedoelde bedragen als volgt verdeeld :

1° 40 % voor de netoverschrijdende opleidingen georganiseerd door het in artikel 25 bedoeld Instituut;

2° 40 % voor de opleidingen op het niveau van elk net;

3° 20 % voor de opleidingen op het niveau van elke inrichting voor het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs of iedere inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs.

§ 3. Voor het gewoon onderwijs worden de in § 1 bedoelde bedragen als volgt verdeeld :

1° 40 % voor de netoverschrijdende opleidingen georganiseerd door het in artikel 25 bedoeld Instituut;

2° 40 % voor de opleidingen op het niveau van elk net;

3° 20 % voor de opleidingen op het niveau van elke inrichting voor het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs of iedere inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs.

§ 4. Voor de psycho-medisch-sociale centra worden de in § 1 bedoelde bedragen als volgt verdeeld :

1° 40 % voor de netoverschrijdende opleidingen georganiseerd door het in artikel 25 bedoeld Instituut;

2° 50 % voor de opleidingen op het niveau van elk net;

3° 10 % voor de opleidingen op het niveau van elk psycho-medisch-sociaal centrum wat betreft de centra ingericht door de Franse Gemeenschap of iedere inrichtende macht wat betreft de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde centra.

**Art. 22.** Voor de opleidingen bedoeld in hoofdstuk VII van deze titel worden de kredieten verdeeld onder de Regering, voor het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, en de verschillende vertegenwoordigings- en coördinatieorganen of de verschillende inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, voor het gesubsidieerd onderwijs, in verhouding tot het lestijdenpakket, voor het buitengewoon onderwijs, van het totaal aantal lestijden/leraar, voor het gewoon secundair onderwijs, organiseerbaar op 1 september van het lopend schooljaar door de inrichtingen van het betrokken net en in verhouding tot het aantal opdrachten voor het lopend dienstjaar voor de psycho-medisch-sociale centra van het betrokken net.

Voor de opleidingen bedoeld in hoofdstuk VIII van deze titel worden de kredieten verdeeld per inrichting, voor het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, en per inrichtende macht, voor het gesubsidieerd onderwijs, in verhouding tot het hun lestijdpakketten van het totaal aantal lestijden/leraars organiseerbaar op 1 september van het lopend schooljaar voor de schoolinrichtingen. Ze worden verdeeld per psycho-medisch-sociaal centrum, voor de door de Franse Gemeenschap ingericht centra of per inrichtende macht, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde centra, in verhouding tot het aantal opdrachten voor het lopend dienstjaar.

**Art. 23.** De beheers- en secretariaatskosten, met inbegrip van de kosten voor de selectie en de evaluatie van de opleiders en de bezoldigingen van het personeel met uitzondering van de opleiders, worden geboekt op de kredieten voor de opleiding tijdens de loopbaan.

Voor het opleidingsniveau bedoeld in artikel 5, 1°, mogen de in het eerste lid bedoelde kosten niet hoger zijn dan 10 % van de kredieten bedoeld in artikel 21, § 2, 1°, § 3, 1° en § 4, 1°.

Voor het opleidingsniveau bedoeld in artikel 5, 2°, mogen de in het eerste lid bedoelde kosten niet hoger zijn dan 10 % van de kredieten bedoeld in artikel 21, § 2, 2°, § 3, 2° en § 4, 2°.

Voor het opleidingsniveau bedoeld in artikel 5, 3°, mogen de in het eerste lid bedoelde kosten niet hoger zijn dan 5 % van de kredieten bedoeld in artikel 21, § 2, 3°, § 3, 3° en § 4, 3°.

De Regering bepaalt de wijzen voor het toezicht op de aanwending van deze kredieten.

**Art. 24.** De Regering laat, op de wijzen die zij bepaalt, toe een deel van de budgetten voor de opleiding tijdens de loopbaan te gebruiken voor een of meerdere van de gehelen bedoeld in artikel 3 en voor de opleidingen bedoeld in hoofdstukken VI en VII, van deze titel, voor de vervanging van de met opleiding zijnde personeelsleden.

### TITEL II. — **Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan in het basisonderwijs, in het secundair onderwijs en in de psycho-medisch-sociale centra**

#### HOOFDSTUK I. — *Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan en opdrachten*

**Art. 25.** Er wordt een Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan in het basisonderwijs, in het secundair onderwijs en in de psycho-medisch-sociale centra opgericht, hierna het Instituut genoemd, dat belast is met de netoverschrijdende opleidingen tijdens de loopbaan.



Op verzoek van de netten, de inrichtende machten, de inrichtingshoofden of de directeur van de psycho-medisch-sociale centra kan het Instituut ook een consultancy- en resourcedienst zijn voor de opleidingen die zij organiseren.

**Art. 26.** § 1. Het Instituut heeft met name als opdracht :

1° netoverschrijdende opleidingen te organiseren tijdens de loopbaan voor het personeels van de inrichtingen voor basisonderwijs, het secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, met uitzondering van het administratief, meesters-, vak- en dienstpersoneel;

2° deze opleidingen te evalueren aan de hand van de criteria opgesteld overeenkomstig artikel 14, eerste lid, 1°, van dit decreet en artikel 20, eerste lid, 1°, van het decreet betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs en de Regering en de Begeleidingscommissie een jaarverslag met betrekking tot deze evaluatie toe te sturen;

3° ervoor te zorgen dat er een samenhang bestaat met het takendecreet door met name in te staan voor :

de opleiding die ertoe strekt de formatieve evaluatie en de pedagogie van de vaardigheden in de praktijk om te zetten en die de technieken aanleert om de niveaus te halen zoals bepaald in door de eindtermen, de terminale vaardigheden, de opleidingsprofielen;

de opleiding tot de verschillende vormen van gedifferentieerd onderricht;

het aanleren van manieren om pedagogische hulpmiddelen en evaluatieinstrumenten tot stand te brengen die aangepast zijn teneinde te doelstellingen te bereiken zoals bepaald in door de eindtermen, de terminale vaardigheden, de opleidingsprofielen;

4° de in 1° bedoelde personeelsleden te helpen hun actie in goede banen te leiden door te steunen op hun initiële opleiding alsook op de lessen die zij hebben getrokken uit de praktische ervaringen van hun gelijken, het onderzoek op het gebied van de opvoeding, de psychologie en de sociologie, enerzijds, en de statistische gegevens gebruikt bij de evaluatie van deze actie op voormelde domeinen, anderzijds;

5° een cultuur te ontwikkelen wat betreft de opleiding tijdens de loopbaan bij het personeel van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs;

6° te zorgen voor de opleiding tijdens de loopbaan voor de leerkrachten van het net van de Franse Gemeenschap;

7° te zorgen voor opleidingen die toegang geven tot selectie- en bevorderingsambten voor het net van de Franse Gemeenschap;

8° te zorgen voor de opleiding die toegang geeft tot de bevorderingsambten van inspecteurs en inspecteurs-generaal;

9° te zorgen voor andere opleidingen waartoe de Regering beslist.

§ 2. Hiertoe stelt het een opleidingsprogramma samen op grond van de richtingen en thema's bepaald door de Regering.

**Art. 27.** Het Instituut kan, op verzoek van een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan en van een inrichtende macht die niet is aangesloten bij een van deze organen of van de Regering voor het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, sommige opleidingen die worden georganiseerd op het niveau van de netten, coördineren.

**Art. 28.** Het Instituut kan het initiatief nemen om gezamenlijke opleidingen te geven aan meerdere gehelen zoals bedoeld in artikel 4. Het kan ook initiatieven van opleiders coördineren door zich te richten naar de inrichtingen van verschillende gehelen.

**Art. 29.** Het Instituut organiseert informatiesessies omtrent de deontologie van de opleiding, de opleidingen en het toezicht voor de opleiders die de in artikel 5, 1°, bedoelde opleidingen geven.

Het ziet erop toe dat de opleiders de vrijheid op het vlak van de methodes en de specifieke kenmerken van het opvoedkundig en pedagogisch project, zoals bedoeld in artikelen 63, 64 en 65 van het takendecreet, eerbiedigen.

#### HOOFDSTUK II. — *Beheersorganen van het Instituut*

**Art. 30.** Het Instituut is een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid. Het wordt, onder het gezag van de Raad van Bestuur en van het Bureau, geleid door een leidend ambtenaar die is aangesteld door de Regering.

**Art. 31.** Het Instituut wordt geleid door een Raad van Bestuur, hierna de Raad genoemd, en is als volgt samengesteld :

1° de administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur van het Onderwijs en van het Wetenschappelijk Onderzoek of zijn afgevaardigde, welke de Raad voorzigt;

2° de directeur-generaal van het verplicht onderwijs of diens afgevaardigde;

3° de directeur-generaal van het niet-verplicht onderwijs of diens afgevaardigde;

4° de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst algemene zaken, educatief onderzoek en begeleiding van het netoverschrijdend onderwijs of diens afgevaardigde;

5° vijf inspecteurs aangesteld door de Regering;

6° vier vertegenwoordigers van het niet-confessioneel onderwijs, aangesteld door de Regering, waarvan drie op voordracht van de betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorganen;

7° vier vertegenwoordigers van het confessioneel onderwijs, aangesteld door de Regering, op voordracht van de betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorganen;

8° drie vertegenwoordigers van de vakorganisaties, aangesteld door de Regering, op voordracht van de vakorganisaties die de leerkrachten en het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra die aangesloten zijn bij vakorganisaties die zetelen in de Nationale Arbeidsraad, vertegenwoordigen;

9° twee deskundigen van de universitaire instellingen en twee deskundigen van de pedagogische departementen van de hogescholen, aangesteld door de Regering.

De Regering duidt de plaatsvervangers aan voor de leden bedoeld in 5° en 9° en, voor de leden bedoeld in 6° en 8°, op voordracht van de verschillende betrokken instanties. Een plaatsvervanger kan slechts zetelen bij afwezigheid van het werkend lid.

De leden bedoeld in 1° en 5° tot 9° zijn stemgerechtigd. De leden bedoeld in 9° zijn evenwel niet stemgerechtigd wanneer het dossier dat wordt voorgelegd aan de Raad handelt over de toekenning van een opleiding aan een universitaire instelling of aan een hogeschool.

De leden bedoeld in 2° en 4° hebben adviesverlenende stem.

Bij de stemmingen over de opdrachten bedoeld in artikel 26, 6° en 7°, hebben de drie leden die zijn aangesteld op voordracht van de betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorganen bedoeld in 6° en de leden bedoeld in 7° adviesverlenende stem.

De leden bedoeld in 6° tot 9° zijn aangesteld voor de duur van de regeerperiode.

De Raad kan ermee instemmen dat een technisch raadgever elkeen van de in 6° tot 8° bedoelde leden bijstaat.

Het voorzitterschap wordt waargenomen door het lid bedoeld in 1°.

De Regering duidt, voor de duur van de regeerperiode, drie ondervoorzitters aan onder leden van de Raad van Bestuur. De leidend ambtenaar van het Instituut woont de vergaderingen van de Raad bij met adviesverlenende stem en fungeert als secretaris van de Raad.

**Art. 32.** § 1. De bestuurders blijven hun mandaat uitoefenen tot hun effectieve vervanging bij de volgende regeerperiode.

§ 2. De bestuurders kunnen op ieder ogenblik worden afgezet door de Regering, na advies of op voorstel van de Raad van Bestuur en na verhoor van de betrokken bestuurder die :

een daad heeft gesteld die onverenigbaar is met de opdrachten van het Instituut;

bij de uitoefening van zijn mandaat een zware fout heeft begaan of die zware nalatigheid kan worden verweten;

een activiteit uitoefent die onverenigbaar is met zijn mandaat;

zonder zich te hebben verantwoord, meer dan drie maal op een jaar de vergadering van de Raad van Bestuur niet heeft bijgewoond.

§ 3. Als een bestuurder ontslag neemt, sterft, afgezet wordt of de hoedanigheid verliest waarin hij werd benoemd, wordt hij vervangen volgens dezelfde procedure die aan zijn benoeming voorafging. De plaatsvervanger volbrengt het mandaat van het lid dat ontslag heeft genomen, gestorven is of afgezet is.

**Art. 33.** § 1. Onverminderd andere bestaande onverenigbaarheden, is de hoedanigheid van bestuurder onverenigbaar met :

a) de hoedanigheid van regeringslid;

b) de hoedanigheid van lid van een Europese, federale, gemeenschaps- en regionale wetgevende vergadering;

c) de hoedanigheid van provinciegouverneur of gouverneur van het administratief arrondissement van Brussel-Hoofdstad;

d) de hoedanigheid van lid van een ministerieel kabinet van de Franse Gemeenschap;

e) de hoedanigheid van personeelslid van het Instituut;

f) het behoren tot een organisme die geen eerbied heeft voor de beginselen van de democratie zoals met name gesteld in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en van de fundamentele vrijheden, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of iedere andere vorm van genocide;

g) het uitoefenen van een functie dat een persoonlijk of functioneel conflict kan genereren, wegens de uitoefening van de functie of het hebben van belangen in een vennootschap of een organisatie wier activiteiten rechtstreeks aansluiten bij die van het Instituut. Deze bepaling geldt niet voor de bestuurder bedoeld in artikel 31, 6° tot 9°;

h) de hoedanigheid van extern raadgever of regelmatig raadgever van het Instituut.

§ 2. Iedere bestuurder bij wie een onverenigbaarheid werd vastgesteld, wordt van rechtswege ontslagen en vervangen volgens de procedure bedoeld in artikel 32, § 3.

**Art. 34.** In het jaar volgend op hun aanstelling organiseert het Instituut voor de bestuurders een permanente opleidingscyclus aangaande de evolutie van het statuut en het ambt van bestuurder wat betreft de wettelijke, sociale, reglementaire evolutie en de evolutie op het vlak van het beheer terzake.

**Art. 35.** De Raad van Bestuur van het Instituut stelt jaarlijks een informatierapport op over de opleidingen die de bestuurders hebben gevolgd en stuurt dit naar de voogdijminister en de minister van Begroting.

**Art. 36.** De bestuurder krijgt presentiegeld per vergadering van de Raad van Bestuur en desgevallend een verplaatsings- en verblijfsvergoeding waarvan de bedragen worden vastgesteld door de Regering.

**Art. 37.** De bezoldigingen, vergoedingen en presentiegelden van de bestuurders alsook de bezoldiging van de leidend ambtenaar worden vermeld in het jaarlijks activiteitenverslag van de Raad van Bestuur, bedoeld in artikel 39.

**Art. 38.** De Raad vergadert minstens vier maal per jaar.

Hij kan slechts geldig beraadslagen als de helft van de leden bedoeld in artikel 31, 1° en 5°, 6°, 7°, 8° en 9° aanwezig is. Zoniet belegt de voorzitter van de Raad een nieuwe vergadering. De beslissingen genomen tijdens deze vergadering zijn geldig, ongeacht het aantal aanwezige leden. De Raad neemt zijn beslissingen bij tweederde meerderheid van de aanwezige stemgerechtigde leden.

De Raad kan enkel beraadslagen over punten die op de agenda staan.

De Raad van Bestuur stelt een organiek reglement op waarin wordt bepaald hoe hij zijn bevoegdheden uitoefent.

Dit reglement wordt voorafgaandelijk ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering samen met een verslag van de Regeringscommissarissen.

Het bevat minstens de volgende regels :

1. de perken en vormen binnen dewelke de Raad van Bestuur sommige bevoegdheden delegeert;

2. de verplichting en de procedure om de Regering bij strategische beslissingen en in crisissituaties vooraf en nadien in te lichten;

3. het Instituut treedt op via zijn beheersorganen en de leden van deze organen verbinden zich niet persoonlijk tot dere;

4. de bestuurders verenigen zich in een college, maar in dringende gevallen en in gevallen van maatschappelijk belang en in zoverre het reglement van de raad van bestuur dit toelaat kunnen de beslissingen van de raad van bestuur schriftelijk en unaniem door de bestuurders genomen worden.

Deze procedure kan evenwel niet worden ingeroepen voor de goedkeuring van dit reglement, voor het vastleggen van de jaarrekeningen, voor de aanwending van kapitaal of voor ieder ander geval waar het reglement van de raad van bestuur een uitzondering zou maken;

5. een voorlichtingsprocedure van de raad van bestuur en van de Regeringscommissarissen in geval van belangenconflict uit hoofde van een van zijn bestuurders is voorzien, alsook de mogelijkheid voor het Instituut om beslissingen die deze bepaling zouden schenden wanneer de andere partij kennis had of moest hebben van deze omstandigheid, nietig te verklaren;

6. de bestuurders zijn persoonlijk en hoofdelijk aansprakelijk wanneer een beslissing genomen krachtens de beginselen bepaald in punt 5 hen of een van hen een financieel voordeel heeft opgeleverd ten nadele van het Instituut.

**Art. 39.** Het Instituut stuurt jaarlijks en uiterlijk op 1 september een activiteitenverslag naar de Regering met betrekking tot het voorgaand jaar. De Regering stuurt dit naar de Raad van de Franse Gemeenschap binnen de maand nadat ze ervan kennis heeft genomen.

Dit verslag vermeldt onder meer de maatregelen die het Instituut getroffen heeft om zijn opdrachten, zijn beheerscontract alsook de toekomstperspectieven te vervullen.

**Art. 40.** § 1. De regels en wijzen volgens welke het Instituut de hem door het decreet toevertrouwde opdrachten volbrengt, worden opgetekend in een beheerscontract dat wordt gesloten tussen de Franse Gemeenschap en het Instituut.

§ 2. Het beheerscontract regelt minstens de volgende aangelegenheden :

1. de taken die het Instituut op zich neemt voor de uitvoering van haar opdrachten van openbare dienstverlening, hierna de "taken van openbare dienstverlening" genoemd;

2. de gedragsregels, de verbintenissen en de te bereiken doelstellingen ten aanzien van de gebruikers van de prestaties van openbare dienstverlening en van de actoren uit de sector;

3. de vaststelling, berekening en betalingswijzen van de eventuele dotaties en toelagen ten laste van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap die de Franse Gemeenschap aanvaardt voor het dekken van de lasten die voor het Instituut voortvloeiën uit zijn taken van openbare dienstverlening;

4. een clausule van onvoorzienbaarheid zodat bepaalde parameters van het beheerscontract kunnen worden gewijzigd wegens toeval of gevallen van overmacht;

5. de sancties bij het niet naleven door het Instituut van zijn verbintenissen of doelstellingen bepaald in het beheerscontract.

§ 3. Iedere uitdrukkelijk ontbindend beding in het beheerscontract wordt geacht ongeschreven te zijn. Artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek is niet van toepassing op het beheerscontract. De partij jegens wie een verbintenis in het beheerscontract niet wordt nagekomen kan enkel de uitvoering van deze verbintenis nastreven en, desgevallend, schadevergoeding vragen, onverminderd de toepassing van iedere bijzondere sanctie voorzien in het beheerscontract.

§ 4. De eventuele algemene financiële verbintenissen van de Franse Gemeenschap ten aanzien van het Instituut zijn beperkt tot deze die voortvloeiën uit de bepalingen van het beheerscontract dat is gesloten met het Instituut.

§ 5. Het beheerscontract is geen akte of reglement zoals bedoeld in artikel 14 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973. Alle clausules worden geacht bij contract te zijn vastgelegd.

**Art. 41.** Tijdens de onderhandeling en het sluiten van het beheerscontract wordt de Franse Gemeenschap vertegenwoordigd door de voogdijminister.

Tijdens de onderhandeling van het beheerscontract wordt het Instituut vertegenwoordigd door zijn leidend ambtenaar en zijn voorzitter. Het beheerscontract wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Raad van Bestuur die beslist bij tweederde van de uitgebrachte stemmen.

Het beheerscontract treedt pas in voege nadat de Regering dit heeft goedgekeurd bij besluit en op de dag vermeld in dit besluit. Het beheerscontract wordt terzelfdertijd verzonden naar de Raad van de Franse Gemeenschap.

**Art. 42.** § 1. Jaarlijks wordt er een vergadering belegd tussen het Instituut en de voogdijminister alsook de minister van Begroting om, met name, een stand van zaken op te maken over de uitvoering van het beheerscontract en dit desgevallend in gezamenlijk overleg aan te passen.

De aanpassingen die worden voorgesteld door een der partijen of door beide partijen gebeuren overeenkomstig artikel 41.

§ 2. Het beheerscontract wordt gesloten voor een duur van minstens drie en maximum vijf jaar.

§ 3. Uiterlijk zes maanden na het verstrijken van het beheerscontract, legt het Bureau een ontwerp van nieuw beheerscontract voor aan de voogdijminister.

Als bij het verstrijken van een beheerscontract nog geen nieuw beheerscontract in voege is getreden, wordt het contract van rechtswege verlengd tot de inwerkingtreding van een nieuw beheerscontract. Deze verlenging wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* door de voogdijminister.

Als één jaar na de verlenging bedoeld in vorig lid nog geen nieuw beheerscontract in werking is getreden, kan de Regering, na advies van de Raad van Bestuur, voorlopige regels vastleggen omtrent de in artikel 23, § 2, bedoelde aangelegenheden. Deze voorlopige regels gelden als nieuw beheerscontract en zijn geldig tot de inwerkingtreding van een nieuw beheerscontract, gesloten overeenkomstig artikel 41.

**Art. 43.** De besluiten aangaande de goedkeuring van een beheerscontract, of diens aanpassing, alsook de besluiten met betrekking tot de voorlopige regels verschijnen in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 44.** Het Bureau is samengesteld uit zes personen aangeduid door de Regering onder de leden van de Raad van Bestuur. De Voorzitter en de drie Ondervoorzitters van de Raad van Bestuur zijn ambtshalve leden. De leidend ambtenaar woont de vergaderingen van het Bureau bij met adviesverlenende stem.

De beslissingen worden genomen bij gewone meerderheid. Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzitter doorslaggevend.

**Art. 45.** Het Bureau benoemt het personeel van het Instituut binnen de perken van de formatie vastgelegd door de Regering en op voorstel van de leidend ambtenaar.

Het Bureau legt de perken en de vormen vast binnen dewelke hij sommige van zijn bevoegdheden overdraagt aan de leidend ambtenaar.

**Art. 46.** § 1. Om de opdrachten van het Instituut uit te voeren en binnen de perken van de in artikel 45, § 1, bedoelde formatie kunnen personeelsleden van de Diensten van de Franse Gemeenschapsregering worden overgeheveld naar het Instituut.

De Regering legt, na overleg met de vakbond, de datum en de wijzen van de overheveling van de in het vorig lid bedoelde personeelsleden vast.

Deze wijzen voorzien met name dat de overheveling van een personeelslid ofwel vrijwillig gebeurt na een oproep tot kandidaten binnen de diensten van de Franse Gemeenschap en na een selectieprocedure, ofwel ambtshalve om de continuïteit van de dienst te verzekeren.

§ 2. De overgehevelde personeelsleden behouden hun graad en hoedanigheid of krijgen een gelijkaardige graad.

Zij behouden minstens de vergoeding en de anciënniteit die zij hadden of zouden hebben verkregen indien zij het ambt waarvan ze houder waren op het ogenblik van hun overheveling waren blijven uitoefenen.

§ 3. De personen die naar het Instituut geaffecteerd worden, krijgen de hoedanigheid van personeelslid van het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan.

§ 4. Personeelsleden kunnen ook ter beschikking gesteld worden van het Instituut overeenkomstig artikel 6 van het decreet van 24 juni 1996 tot regeling van de opdrachten, de verloven wegens opdracht en de terbeschikkingstellingen wegens bijzondere opdracht in het onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

**Art. 47.** De leidend ambtenaar van het Instituut wordt aangesteld door de Regering.

Hij staat in voor de dagelijkse leiding van dit Instituut, voor de boekhouding en voor het dagelijks personeelsbeheer.

Hij vertegenwoordigt het Instituut.

**Art. 48.** § 1. Het financieel beheer van het Instituut gebeurt overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende het toezicht op sommige instellingen van openbaar nut en de uitvoeringsbesluiten van deze wet. Daarenboven is het Instituut onderworpen aan het bedrijfsrevisorat. De Regering bepaalt de wijzen van deze revisorata, overeenkomstig artikelen 130 en volgende van het wetboek der vennootschappen van 7 mei 1999.

§ 2. De controle van het Instituut gebeurt door twee commissarissen, benoemd door de Regering, de ene op voordracht van de de voogdijminister, de andere op voordracht van de minister van Begroting. De Regering bepaalt het bedrag van de vergoedingen die kunnen worden toegekend aan de Regeringscommissarissen en bepaalt de vergoedingen voor verplaatsings- en verblijfskosten.

§ 3. De Regering keurt het boekhoudkundig plan, de evaluatieregels en de afschrijvingsregels van het Instituut goed.

§ 4. De nettowinst is het saldo van de resultatenrekening bepaald door het boekhoudkundig plan, na dotatie voor de afschrijvingen en de provisies toegestaan door de Regering.

§ 5. Onder voorbehoud van goedkeuring door de Regering, wendt de Raad van Bestuur de nettowinst van het boekjaar aan :

- 1° voor de bijzondere reserves ten belope van de inkomsten van de fondsen uit een gift, een legaat of een stichting;
- 2° voor de aanzuivering van eerdere tekorten;
- 3° voor de overdracht naar het volgend boekjaar.

**Art. 49.** De zetel van het Instituut wordt bepaald door de Regering.

#### HOOFDSTUK III. — *Organisatie van de opleidingen door het Instituut*

**Art. 50.** Het Instituut stelt een opleidingsprogramma op voor het schooljaar en legt dit ter advies voor aan de Begeleidingscommissie en ter goedkeuring aan de Regering en dit uiterlijk op 15 februari van het lopend schooljaar.

De Regering neemt een beslissing voor 1 april van het lopend schooljaar.

**Art. 51.** Het Instituut kan verschillende opleiders aanwerven om dezelfde opleidingen te geven.

Het Instituut kan dienstverleningsovereenkomsten sluiten.

**Art. 52.** Het Instituut stuurt opleidingsaanbiedingen naar de inrichtende machten en naar de inrichtingen uiterlijk tegen 15 mei van het lopend schooljaar.

De door het Instituut georganiseerde opleidingen zijn toegankelijk voor alle in artikel 26, eerste lid, 1°, bedoelde personeelsleden, aan dezelfde toegangsvoorwaarden.

#### HOOFDSTUK IV. — *Begroting*

**Art. 53.** § 1. Het Instituut heeft als inkomsten :

1. een jaarlijkse dotatie toegekend door de Franse Gemeenschap, die uitsluitend door het Instituut wordt aangewend om zijn opdrachten van openbare dienstverlening uit te voeren en die al zijn opdrachten voor het boekjaar dekt;
2. de van het lopende begrotingsjaar overgedragen saldi;
3. de rechten die voortvloeien tijdens het betrokken begrotingsjaar;
4. de inkomsten uit zijn acties in het raam van eventuele dienstverleningsovereenkomsten;
5. de middelen die ter zijne beschikking zijn gesteld in het raam van overeenkomsten met andere overheden;
6. de giften en legaten.

§ 2. Het Instituut is eigenaar van de materialen die ernaar worden overgeheveld of die het aankoopt voor zichzelf of voor de diensten van de Franse Gemeenschap.

**Art. 54.** Onverminderd artikel 27 moet het Instituut voor ieder geheel bedoeld in artikel 4 het deel van de inkomsten aanwenden dat het wordt toegekend door de begroting.

### TITEL III. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen

**Art. 55.** Artikel 20<sup>quater</sup> van de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon en geïntegreerd onderwijs, ingevoegd door het decreet van 13 juli 1998 tot organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijswetgeving, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 20<sup>quater</sup>. De lessen worden geschorst gedurende maximum zes halve dagen teneinde de personeelsleden toe te laten deel te nemen aan de opleidingen, georganiseerd in het raam van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan.

Alle personeelsleden in actieve dienst moeten een van de in het eerste lid bedoelde opleidingen volgen. ».

**Art. 56.** Artikel 10 van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur van het secundair onderwijs wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De lessen worden geschorst gedurende maximum zes halve dagen teneinde de personeelsleden toe te laten deel te nemen aan de opleidingen, georganiseerd in het raam van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan.

De lessen kunnen worden geschorst gedurende vijf bijkomende halve dagen teneinde de leden van het opvoedingsteam toe te laten vijf halve dagen overleg bij te wonen over de begeleiding en opleidingen te volgen over de pedagogie langs vaardigheden, de formatieve evaluatie, de gedifferentieerde pedagogie, de methodes en structuren voor pedagogische ondersteuning en verhelping.

Alle personeelsleden in actieve dienst moeten een van de in het eerste lid bedoelde opleidingen volgen. ».

**Art. 57.** Het decreet van 24 december 1990 betreffende de voortgezette opleiding en de aanvullende opleiding voor leden van het personeel van sommige onderwijsinrichtingen en de psycho-medisch-sociale centra, wordt opgeheven wat betreft het buitengewoon onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra.

Het decreet van 16 juli 1993 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs wordt opgeheven.

**Art. 58.** In artikel 1, B, van de wet van 16 maart 1954 betreffende het toezicht op sommige instellingen van openbaar nut, worden de woorden "Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan" ingevoegd.

### TITEL IV. — Overgangs- en slotbepaling

**Art. 59.** Zolang er geen algemene raad voor het buitengewoon onderwijs bestaat, maakt de Hoge Raad van het buitengewoon onderwijs de balans en de voorstellen op bedoeld in artikel 15 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan.

**Art. 60.** § 1. Dit decreet treedt in werking op 1 juli 2002, met uitzondering van artikel 26, 6°, 7° en 8°.

De opleidingen die voor de jaren 2001-2002 en 2002-2003 worden georganiseerd in het buitengewoon onderwijs, het secundair onderwijs en voor de psycho-medisch-sociale centra, worden evenwel georganiseerd overeenkomstig het decreet van 24 december 1990 betreffende de voortgezette opleiding en de aanvullende opleiding voor leden van het personeel van sommige onderwijsinrichtingen en de psycho-medisch-sociale centra en het decreet van 16 juli 1993 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs.

§ 2. De Regering legt de datum van inwerkingtreding vast van artikel 26, 6°, 7° en 8°. Tot die datum worden de opdrachten van het Instituut bedoeld in artikelen 14, tweede lid, 17, 1°, en 17, 3°, vervuld door de Regering.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Opgemaakt te Brussel, op 11 juli 2002

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,

de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheid,

Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

(1) Zitting 2001-2002.

*Documenten van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 281-1. Amendement in de commissie, nr. 281-2. Verslag, nr. 281-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 3 juli 2002.